

Chers lectrices, lecteurs,

C'est avec grand plaisir que l'équipe éditoriale du Conseil québécois d'Études géopolitiques (CQEG) vous présente son le premier numéro de 2020¹.

EFFONDREMENT DES COURS DU PÉTROLE : RIVALITÉ RUSSO-SAUDIENNE ET PANDÉMIE MONDIALE



<https://www.ozy.com/around-the-world/butterfly-effect-putins-coming-after-americas-shale/287571/>

Un affrontement sur les prix du pétrole entre l'Arabie saoudite et la Russie a débuté début mars 2020 à la suite de l'échec des négociations sur les quotas de production de l'OPEP et de la Russie, alors que la pandémie de Covid-19 du début de 2020 ralentit par ailleurs de façon notable la production des pays industrialisés, et dans un contexte mondial de ralentissement de la demande pour les hydrocarbures depuis plusieurs mois. Le 8 mars, l'Arabie saoudite a réduit le prix de son pétrole brut, puis a annoncé une augmentation majeure de sa production pétrolière en avril, provoquant une chute du cours du baril. La Russie refuse de céder et de réduire sa production, comme le souhaitait l'Arabie saoudite afin de faire remonter les prix. Le 12 avril, l'OPEP, la Russie, les États-Unis et d'autres pays s'accordent pour réduire significativement la production mondiale, mais le ralentissement mondial et l'ampleur des stocks mondiaux entraînent encore les cours dans une chute rapide. Cette rivalité économique sur les prix du pétrole est l'une des causes majeures du krach boursier du printemps 2020. Si les cours devaient demeurer déprimés, cela remettrait en question nombre de projets pétroliers, en Arctique, aux États-Unis (pétrole de schiste) et en mer.

¹ Les articles ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la rédaction et n'engagent que leurs auteurs.

SOMMAIRE

ARTICLES

Maroussia Édouard

Quelles perspectives pour les relations arméno-iraniennes après la « révolution de velours »? 2

Rodrigue Nana Ngassam

Le détroit d'Ormuz à l'épreuve des tensions Iran-États-Unis..... 11

Maureen Walschot

Sécurité hydrique et dessalement : impact de la technologie sur les conflits d'usage entre industrie minière et communautés indigènes dans le nord du Chili..... 16

RECENSIONS

Frédéric Lasserre

David Blanchon (2019) *Géopolitique de l'eau. Entre conflits et coopérations*. Paris : Le Cavalier bleu..... 25

Frédéric Lasserre

Camille Escudé-Joffres (dir.) (2019) *Les régions de l'Arctique*. Paris : Atlante..... 27

Frédéric Lasserre

Mikaa Mered (2019) *Les mondes polaires*. Paris : PUF..... 29

Frédéric Lasserre

Sophie Wintgens et Xavier Aurégan (dir.) (2019) *Les dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique latine*. Paris : L'Harmattan Academia 31

Quelles perspectives pour les relations arméno-iraniennes après la « révolution de velours »?

Maroussia Édouard

Étudiante en Master 2 Géopolitique à l'Institut Français de Géopolitique de l'Université Paris 8, cet article est construit sur la base de son mémoire de recherche intitulé : « La frontière arméno-iraniennne, espace vecteur d'émancipation pour l'Arménie postsoviétique ? » effectué sous la direction de M. André Filler : Professeur des universités, spécialités : Monde Baltique, espace post-soviétique.

Cet article a été publié en février 2020 par Diploweb.com,

<https://www.diploweb.com/Armenie-Iran-Quelles-perspectives-pour-les-relations-armeno-iraniennes-apres-la-revolution-de.html>



L'Arménie connaît en avril 2018 une vague de contestation politique d'une ampleur sans précédent. Cette crise politique, rapidement nommée «révolution de velours²» présente au monde ce qui semble être l'aube d'une nouvelle ère pour la jeune république toujours largement influencée par son héritage soviétique. Durant les deux décennies qui ont suivi son indépendance (1991), l'Arménie n'a pas eu beaucoup d'opportunités de créer une stratégie de développement sur le long terme. Il devient maintenant crucial pour le gouvernement de Nikol Pachinian de se focaliser sur les besoins internes du pays et de mettre l'accent sur le développement d'une économie stable et sereine, rassurant ainsi investisseurs étrangers et pays alliés. Ainsi, pour ne pas effrayer ses partenaires stratégiques tels que la Russie ou les États-Unis, le premier ministre et leader de la révolution N. Pachinian n'a cessé de répéter que le changement de gouvernement répondait

à des problématiques internes et aucunement à une volonté de modification de la politique étrangère arménienne. Il rassure de ce fait ses partenaires les plus influents tels que Moscou ou Washington mais laisse aussi entendre que la fameuse politique de complémentarité est toujours de rigueur et que la diversification stratégique des partenaires de l'Arménie reste une option. C'est sur le long terme qu'il faut alors aborder la question d'un potentiel rapprochement stratégique entre l'Arménie et l'Iran même si les événements de 2018 ont d'ores et déjà éveillé l'espoir d'une partie de la population arménienne d'une éventuelle émancipation de l'influence russe toujours prédominante. Cela s'explique notamment par la proximité de la Turquie, avec laquelle les passifs sont nombreux, dont le génocide arménien de 1915.

L'Arménie peut-elle se tourner vers l'Iran dans sa quête renouveau, et d'émancipation de l'influence russe ? Dans un premier temps nous aborderons le besoin arménien de diversifier ses partenaires pour enclencher une sortie progressive de l'orbite russe. Ensuite nous exposerons les principaux éléments permettant de présenter l'Iran comme un enjeu de survie pour la jeune République postsoviétique. Dans une troisième partie, nous présenterons les difficultés éprouvées par les deux États à intensifier leurs partenariats. Enfin, nous nous concentrerons sur deux obstacles majeurs freinant le développement des relations arméno-iraniennes : un relief accidenté rendant compliqué les échanges routiers et l'animosité entre les États-Unis et l'Iran pesant sur les relations diplomatiques des deux voisins.

² Le terme « révolution de velours » fait référence aux événements qui mettent fin au régime communiste en Tchécoslovaquie, du 16 novembre au 29 décembre 1989.

1. Une nécessité de diversification pour une sortie progressive de l'orbite russe

L'Arménie - et le Caucase du Sud³ dans son ensemble - reste très vulnérable aux événements géopolitiques mondiaux, notamment aux relations qu'entretient la Russie avec l'Ouest pouvant être perçues comme troubles et imprévisibles, ce qui engendre un certain niveau d'insécurité. Pour y pallier, dès leur accession à l'indépendance (1991), les trois pays du Caucase du Sud ont choisi des chemins très différents :

- La Géorgie a opté pour un modèle polonais avec une économie libérale et une volonté d'intégration à l'Occident.
- L'Azerbaïdjan a choisi le modèle kazakh avec un régime dit dictatorial.
- L'Arménie quant à elle est restée dans un modèle russe.⁴

Afin de limiter ce sentiment d'insécurité, le pays a très tôt mis en place une politique dite de complémentarité. Cette dernière est définie par l'ancien ministre des affaires étrangères Vartan Oskanian comme une politique reposant sur « l'asymétrie », une « variation en intensité » qui

s'établit « au gré des besoins, des intérêts et des souhaits de chacun »⁵. Les deux acteurs prédominants de cette politique étant la Russie et les Etats-Unis suivi par l'Iran et l'Union européenne, il est intéressant de noter l'habileté des gouvernements arméniens successifs à entretenir des relations stratégiques avec des pays présentant de telles animosités sur la scène internationale. Cette stratégie de politique extérieure est unique en son genre et permet au pays de subsister avec deux frontières fermées sur quatre. L'importante victoire pacifique du peuple lors de la « révolution de velours » (2018) a prouvé à la communauté internationale l'acceptation pleine et entière des valeurs européennes. Afin de montrer au monde que le processus de démocratisation du pays suit toujours son cours, le Ministre des Affaires étrangères arménien Zohrab Mnatsakanyan a réaffirmé le 14 mai 2019 l'importance de recentrer la politique arménienne sur les intérêts nationaux et non sur des intérêts personnels. Il a également souligné la singularité de l'Arménie, pays tendant depuis des années vers plus de flexibilité et une diversification de ses partenaires⁶. Cette orientation montre également un besoin d'éloignement de l'influence russe qui depuis des décennies

voit l'Arménie comme un « poste avancé »⁷ vers le Proche et Moyen Orient avec la base militaire russe de Gyumri⁸.

Un pays toujours stratégiquement dépendant de Moscou

La Russie doit faire face à l'élargissement de l'OTAN par l'Ouest avec la Turquie mais également à la montée en puissance de la Chine par l'Est qui menace son influence en Eurasie. Moscou essaye donc de stabiliser et consolider ses partenariats commerciaux avec ses anciennes républiques soviétiques où elle se place en interlocuteur privilégié. Pour ne pas perdre complètement le contrôle de ces dernières, le Kremlin accorde une grande importance à ses bases militaires extranationales. Celle de Gyumri, dernière base russe dans le Caucase du Sud, ne fait pas exception. La Russie par le contrôle de certaines frontières arméniennes compte assoir son influence régionale et se servir de l'Arménie comme un véritable « poste avancé », terme employé par Boris Gryzlov⁹ président de la Douma russe au printemps 2005¹⁰.

Le positionnement de la base militaire de Gyumri n'est pas sans signification. Cette dernière se trouve

³ Dans cet article, nous utiliserons les termes Caucase du Sud et Transcaucasie qui désignent tous deux un territoire localisé au Sud des montagnes du Caucase entre la Mer noire et la Mer caspienne et incluant la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

⁴ Minassian, G. (2005). *Géopolitique de l'Arménie*, Paris : Ellipses.

⁵ Jego, Marie (2004), « Le rêve arménien », entretien avec Vartan Oskanian, *Politique Internationale*, n°104.

⁶ Mnatsakanyan Zohrab "Armenia's "Velvet Revolution": A contribution to the Eastern Partnership", *euobserver*, Yerevan, 14 mai 2019.

⁷ Minassian, G. (2005), *op. cit.*

⁸ Base militaire Russe située dans le Nord-Ouest du pays près de la frontière avec la Turquie.

⁹ Boris Gryzlov fut président de la Douma russe de 2003 à 2011.

¹⁰ Minassian, G. (2005), *op. cit.*

au Nord-Ouest du pays alors que le conflit armé se déroule du côté Est. Il n'est pas exclu que le Kremlin par le positionnement de ses hommes sur les frontières avec la Turquie et avec l'Iran veuille envoyer un message fort à l'OTAN et plus précisément aux États-Unis. La Russie compte donc garder l'Arménie dans son cercle gravitationnel le plus longtemps possible en utilisant le sentiment d'insécurité engendré par les répercussions du conflit du Haut-Karabakh¹¹ mais également en ayant la main mise sur les infrastructures énergétiques.

L'Arménie semble totalement dépendante de la Russie dans la défense de ses frontières, mais de récents événements sont venus remettre partiellement en question la présence militaire russe en Arménie. En effet, en début d'année 2019 a eu lieu une manifestation réclamant la construction d'un mur « à la Trump » autour de la base militaire russe. Sur la photo ci-dessous vous pouvez voir des manifestants réclamant même le départ des troupes par le slogan « L'armée russe hors d'Arménie », écrit ici en russe « Русская армия вон из армении » et en arménien.

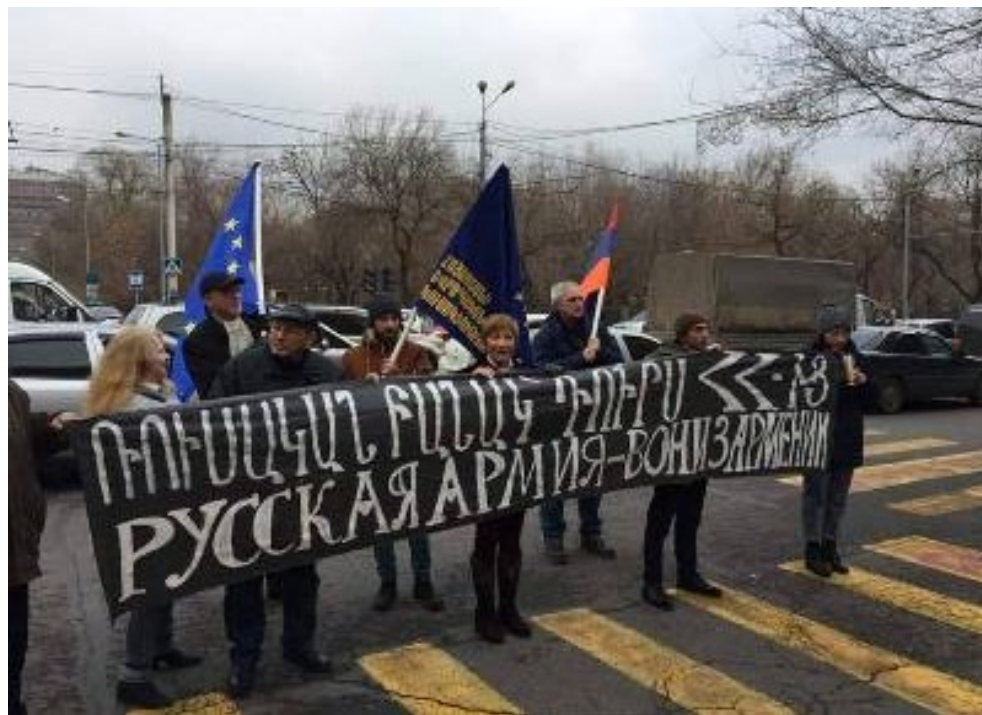
Une telle demande fait suite au meurtre d'une femme commis de sang-froid par un soldat russe pendant les fêtes de fin d'année 2018. Ce n'est pas le premier incident de la sorte. Il a ravivé le

souvenir du meurtre d'une famille entière d'arméniens commis par un soldat russe en janvier 2015. Ces manifestations restent en réalité un fait isolé et très localisé mais beaucoup pensent que le comportement des soldats russes reste un gros problème que le gouvernement doit traiter.

Le pays n'est pas seulement dépendant de la Russie du point de vue sécuritaire ou énergétique, c'est l'économie arménienne toute entière qui repose sur les importations russes. La Russie arrive en effet au premier rang des partenaires économiques arméniens avec un total des exports et des imports chaque

année plus élevé¹². L'Iran n'arrive ici qu'en 4ème position après l'Union européenne et la Chine. Ces données nous prouvent la situation asymétrique dans laquelle se trouve l'Arménie dans ses relations commerciales et pousse un peu plus à s'interroger sur la dangerosité de sa dépendance envers Moscou, même si les pays membres de l'UE restent des partenaires fiables. Cette forte coopération économique entre les deux États dure depuis des décennies et s'est majoritairement effectuée par des prêts de la Banque Centrale de Russie. Au plus fort de la crise économique arménienne en 1994, les prêts russes pouvaient représenter jusqu'à 60% du budget

Figure 1. Manifestants à Gyumri en janvier 2019



Crédit photographique : <http://www.News.am>

¹¹ Situé à l'Est de l'Arménie, le Haut-Karabagh est une région montagneuse peuplée d'une majorité d'Arméniens mais internationalement reconnu comme appartenant à l'Azerbaïdjan.

¹² Entre 2015 et 2017 d'après armstatbank.am

national du pays¹³. Dans un autre registre, à l'été 2002, peu après la signature d'un traité de coopération économique d'une durée de 10 ans, Vladimir Poutine et Robert Kotcharian s'entendent pour éliminer une partie de la dette de 100 millions de dollars américains détenus par l'Arménie en échanges d'entreprises d'État. Cet accord fait donc passer le statut de la Russie de créancier à investisseur¹⁴. Ce moment a été crucial pour l'Arménie car il a laissé le champ libre à la Russie pour dominer économiquement le pays de façon durable. Les conséquences de ces transferts sont encore visibles aujourd'hui. Bien que l'Arménie ait été élue pays de l'année 2018 par la revue *The Economist* pour féliciter son développement fulgurant à la suite de la « révolution de velours », l'économie reste pour le moins instable. Ce prix semble devoir être compris comme un encouragement et l'approbation d'un changement de gouvernement par l'opinion internationale plus qu'une réelle mise en lumière des progrès économiques effectués dans le pays. Il faudra en effet du temps au gouvernement Pachinian pour établir une économie stable et moins asymétrique que ce qu'elle est en 2019.

Bien que la Fédération de Russie ait reconnu l'indépendance de l'Arménie en 1991, elle se comporte toujours comme une « puissance tutélaire », explique Gaïdz Minassian¹⁵. Le principe d'autodétermination¹⁶ qui caractérise l'Arménie indépendante ne semble pas complètement assimilé dans la pratique. La présence militaire importante de la Russie sur le sol arménien, l'omniprésence de capitaux russes dans l'économie et le quasi-monopole d'entreprises énergétiques russes au niveau local comme national nous poussent à nous interroger sur la réelle souveraineté et autonomie de l'Arménie dans ses choix de partenariats stratégiques.

2. L'Iran, un enjeu de survie pour l'Arménie

L'Arménie, comme nous l'avons évoqué précédemment, tente de se développer dans un environnement hostile avec deux frontières fermées sur quatre (à l'Ouest avec la Turquie et à l'Est avec l'Azerbaïdjan) et sous la coupe de la puissante Russie. Il paraît alors vital pour Erevan de garantir de bonnes relations avec ses autres voisins, la Géorgie et l'Iran. Nous pouvons observer une volonté croissante de l'Arménie de se détacher progressivement du contrôle russe et de reprendre en main son destin et son insertion au niveau

régional. Ainsi l'éloignement de la Russie passe par un éloignement géographique dans ses relations bilatérales. Une option se dessine donc : descendre vers le Sud en intensifiant ses relations transfrontalières avec son vieil ami, la République Islamique d'Iran.

Les relations des deux États sont fondées sur des intérêts communs et un respect mutuel de l'intégrité territoriale. De part et d'autre de la frontière on « prône un dialogue des civilisations et non le choc des civilisations »¹⁷ auquel on pourrait s'attendre du fait de leurs multiples différences. Sa frontière avec l'Arménie marque pour l'Iran l'entrée d'un corridor stratégique vers la Russie. Plus les relations arméno-iraniennes sont consolidées, plus l'axe Moscou-Téhéran semble se renforcer, plus le sentiment d'isolement s'estompe.

Au niveau géographique, l'Arménie est le prolongement naturel du plateau iranien. Cette continuité territoriale, barrée durant toute la période soviétique par le « rideau de fer » a permis aux deux pays se reconnecter et de recréer des liens de partenariats amicaux à la chute de l'URSS. Le « pont de l'amitié »

¹³ Breault, Yann ; Jolicœur, Pierre et Jacques Lévesque (2003). « Arménie : un État isolé et stratégiquement dépendant », dans *La Russie et son ex-empire*, Presses de Sciences Po, Paris, pp 159-178.

¹⁴ Breault, Jolicœur, et Lévesque, 2003, op. cit.

¹⁵ Minassian, G. (2007), *Caucase du sud, la nouvelle guerre froide, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie*. Paris : Autrement.

¹⁶ La notion d'autodétermination renvoie au principe fondamental du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, indépendamment de toute influence étrangère. Le principe d'autodétermination a été introduit en droit international et en diplomatie avec la Charte des Nations unies, en 1951.

¹⁷ Minassian, G. (2005), *Géopolitique de l'Arménie*, Ellipses, Paris.

créé sur le fleuve Araxe en 1992 pour relier les deux pays en est la preuve.

Vahan Papazian, ancien ministre des Affaires étrangères arménien prône fièrement cette entente entre les deux voisins : « Nous n'avons absolument aucun complexe à traiter avec l'Iran »¹⁸. Ce genre de prise de position rassure l'Iran sur la fidélité presque sans faille de son voisin du Nord qui malgré la petitesse de son marché reste un égal, un partenaire précieux et un ami de longue date.

Le conflit qui perdure encore de nos jours entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet du Haut-Karabagh reste un facteur important d'alliances stratégiques diplomatiques en Transcaucasie. Les conflits prenant place dans la région ont poussé les pays à former des alliances soit avec d'autres États proches comme l'Azerbaïdjan et la Turquie ou l'Arménie et la Russie ou encore des alliés lointains comme la Géorgie et les États-Unis. La République Islamique d'Iran - et son implication dans l'axe Moscou-Téhéran - permet à l'Arménie de contrebalancer quelque peu l'entente turco-azérie en développant ses échanges avec son voisin du sud et en faisant de son enclavement un atout stratégique dans ses relations extérieures. En effet, l'Arménie semble représenter pour la Turquie une barrière à

l'expansion de son influence vers la mer Caspienne.

Entretenir des relations de bon voisinage avec l'Iran est un enjeu de souveraineté qui se dessine pour l'Arménie. Pour ce faire, les deux pays mettent en place des projets de coopération transfrontalière et intensifient ainsi leurs relations qui prennent de plus en plus un caractère « pragmatique »¹⁹. Ceci profite à la Russie qui, même si elle voit l'Arménie diversifier ses partenaires, tire profit de la solidification d'un axe Nord-Sud.

La forte dépendance arménienne envers la Russie renforce l'importance des relations arméno-iraniennes comme échappatoire à la vassalité. Néanmoins, la Russie ne semble pas prête à laisser s'échapper ce territoire et tente de limiter les relations entre les deux pays. Le contrat d'échange électricité-gaz matérialisé par le gazoduc Tabriz-Meghri inauguré en 2007 en est un bon exemple. Ce dernier est à deux endroits contrôlé par le géant de l'énergie russe Gazprom qui n'a pas manqué l'occasion de faire pression sur les gouvernements respectifs pour en réduire le diamètre. Même les relations stratégiques bilatérales semblent donc être verrouillées. L'Arménie n'a néanmoins pas beaucoup d'autre option que de se tourner vers l'Iran qui est une alternative plus acceptable aux yeux

de Moscou que la Géorgie, mais la République Islamique se trouve être l'ennemi juré de Washington qui finance de nombreux projets d'aide au développement dans le pays et avec lequel l'Arménie ne peut pas se permettre de se froisser.

3. Un potentiel stratégique qui peine à répondre aux attentes

Malgré leurs différences, les deux voisins Arménie et Iran partagent une caractéristique commune : un sentiment profond d'isolement. Que ce soit par la fermeture de plusieurs de ses frontières pour l'Arménie ou par l'application de sanctions économiques, politiques et énergétiques drastiques pour l'Iran. De ce sentiment d'isolement découlent de nombreux intérêts communs à commercer avec un voisin stable et fidèle. L'un des éléments permettant la pérennité des relations arméno-iraniennes - et plus particulièrement le développement des infrastructures de coopération transfrontalière (du gazoduc aux câbles à haute tension en passant par une autoroute) - est la confiance mutuelle et de longue date que se portent les deux nations. Néanmoins, tous deux semblent conscients des limites géopolitiques de leur coopération économique²⁰.

Pour tirer profit de ses 40 kilomètres de frontière avec l'Iran et accélérer

¹⁸ Dans Farassati, Ali (1998), *L'Iran et la crise de Caucase du Sud*, sous la direction d'Yves Lacoste.

¹⁹ Weiss, Andrea et Zabanova, Yana (2017), "The South Caucasus and Iran in the Post-Sanctions Era: pursuing greater interconnectedness amidst continuing constraints and scaled-down expectations", *Stiftung Wissenschaft und Politik – Deutsches Institut für Internationale Politik und Sicherheit*, Berlin, juillet.

²⁰ Establishment of Free Economic Zone of Syunik, Business Plan 2016/2017, Ministry of Economic Development and Investments of Armenia.

les échanges, l'Arménie a acté en 2016 un « *business plan* » pour la création d'une zone de libre-échange nommée par le gouvernement « *Free Economic Zone* » (FEZ). Située sur le territoire du village d'Agarak, à deux pas de la frontière entre les deux pays, cette FEZ, la troisième du pays, est supposée être complémentaire de la « *Free Trade Zone* » d'Aras située du côté iranien comme le montre la figure ci-dessous.

Le but de cette FEZ est d'intensifier les échanges et les relations économiques avec l'Iran mais également de servir de pont entre l'Iran et Union Économique Eurasiatique (UEE, organisation économique régionale dominée par la Russie) ou encore entre l'Iran et l'Union européenne. Cette dernière a permis de rapprocher les deux pays mais d'après le ministère des Affaires Étrangères arménien, les résultats ne sont, pour le moment, pas probants²¹. Sur le terrain, les infrastructures de la FEZ

sont presque inexistantes. Pour les autorités locales, cela reste tout de même une proposition « encourageante »²², ce projet ayant des ambitions régionales voire internationales. Ainsi, les accords entre l'Arménie et l'Union européenne ou la Russie peuvent potentiellement faire de cette FEZ une zone d'échanges internationaux. Pour le moment, il n'en est rien, puisque le potentiel économique de cette zone frontalière reste largement sous exploité. Deux facteurs marquants,

Figure 2. La FEZ d'Agarak et celle d'Aras, deux projets complémentaires



Source: Establishment of Free Economic Zone of Syunik, Business Plan 2016/2017, Ministry of Economic Development and Investments of Armenia.

²¹ Entretien avec le département des relations arméno-iraniennes du Ministère des affaires étrangères arménien le 1er février 2019 à Erevan.

²² Entretien avec le Maire de Meghri, le 29 janvier 2019.

autre que l'influence russe sur cet espace, peuvent être énoncés pour comprendre ce phénomène :

- Les sanctions américaines sur l'Iran font peur aux investisseurs nationaux et étrangers qui préfèrent ne pas prendre de risques.
- Le relief arménien étant très montagneux, l'intensification des échanges Nord-Sud implique la création de nombreuses infrastructures coûteuses afin de réduire les temps de trajet mais également le sentiment d'éloignement du centre d'Erevan.

4. Deux obstacles majeurs qui freinent l'approfondissement des liens entre l'Arménie et l'Iran

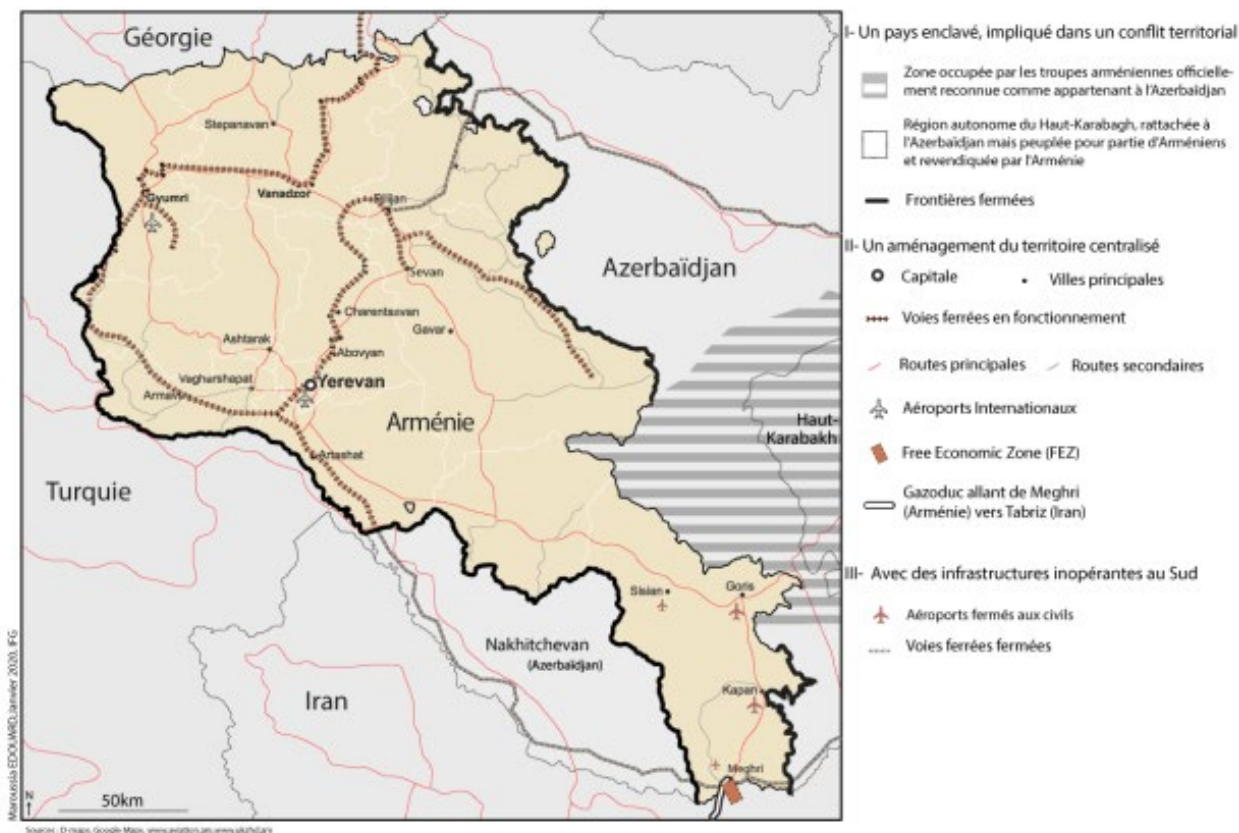
Un relief accidenté qui ne facilite pas les échanges

Dans son livre « *L'Arménie des campagnes. La transition post-soviétique dans un pays du Caucase* »²³, Françoise Ardillier Carras fait référence à l'Arménie comme une « forteresse montagnueuse » en évoquant l'utilisation de la montagne comme zone de refuge. A l'heure actuelle le relief accidenté du pays se vit au quotidien par les habitants des régions les plus

reculées, comme une contrainte qu'ils doivent tenter de dompter autant que possible. Le pays est déjà au XIX^e siècle comparé par Carl Ritter²⁴ à une « île montagne » ce qui renforce le caractère enclavé du territoire et conditionne toujours partiellement le sentiment d'isolement.

L'Arménie est véritablement compartimentée par des chaînes de montagnes ce qui rend la circulation des personnes mais aussi le transport de biens très lent et difficile. L'altitude moyenne assez élevée - 90% du territoire est situé à plus de 1 000 mètres d'altitude -

Figure 3. Arménie : un réseau de communication peu développé ne facilitant pas les échanges avec l'Iran



Réalisation : M. Edouard pour Diploweb.com

²³ Ardillier-Carras, F. (2012), *Hydrocarbures et conflits dans le monde : stratégies énergétiques et enjeux contemporains*, Technip, Paris.

²⁴ Géographe allemand considéré comme l'un des pères de la géographie moderne (1779-1859).

couplée à un climat continental, allonge la durée des déplacements en hiver, une bonne partie de la route devant être déneigée plusieurs fois par jour. Le relief et la contrainte climatique participent donc à l'isolement des habitants de la zone frontalière et a un frein au transport routier entre l'Arménie et son voisin du Sud.

Les grands projets de coopération arméno-iraniens participent à la modernisation du paysage et à la dynamisation de la zone frontalière. Pour atténuer la contrainte du relief arménien évoquée précédemment, le pays a mis en place un projet de construction d'une autoroute appelé le « *North-South Corridor* » qui aurait pour vocation de faciliter le transport de marchandises et la connexion entre l'Iran et la Géorgie²⁵. Ce projet financé par des contributeurs internationaux a pour but de permettre un passage plus fluide des camions iraniens vers et au travers de l'Arménie et ainsi faciliter les relations commerciales entre les deux pays. Cependant, ce dernier reste encore pratiquement invisible sur le terrain. Les routes principales (en rouge sur la carte ci-dessus) restent peu développées et souvent à deux voies. Les routes secondaires, la plupart du temps en mauvais état ne permettent pas le passage de camions de transport de marchandises de plus de 2 tonnes.

Le conflit plus ou moins gelé du Haut-Karabakh complique d'autant plus les déplacements qu'il oblige un passage par les montagnes arméniennes au lieu d'un contournement de ces dernières par les plaines du Nakhitchevan comme il était de mise sous l'URSS, la frontière routière et ferroviaire étant désormais fermée. Le territoire, structuré en marz (régions) est assez déséquilibré en termes d'infrastructures de transport. Sur la carte ci-dessus, nous pouvons observer la présence de voies ferrées en fonctionnement et d'aéroports internationaux uniquement sur la partie Nord du pays. La partie Sud quant à elle, principalement occupée par le marz de Syunik, reste dépourvue de voie de chemin de fer et tous ses aéroports sont pour le moment fermés aux civils. Une seule route principale permet donc aux habitants de la zone frontalière mais également aux camions iraniens de remonter vers le Nord, les zones urbanisées, la capitale Erevan ou encore la Géorgie.

Le poids de l'animosité entre les États-Unis et l'Iran pèse sur l'Arménie

L'Arménie a depuis longtemps voulu élargir ses possibilités de coopération avec l'Iran mais le poids des sanctions a rendu au fil du temps les investissements financiers de plus en plus difficiles et risqués. Malgré la multiplication d'accords commerciaux ou de projets d'amélioration et de

modernisation de la zone frontalière souvent célébrés en grandes pompes par les autorités des deux pays nous pouvons faire état de la mise en attente de plusieurs projets de coopération bilatérale. Cette situation se pose en 2019 dans le cas du projet de centrale hydro-électrique sur la rivière Araxe ou encore celui de la ligne de chemin de fer du Sud de l'Arménie supposée connecter la frontière iranienne avec le reste du territoire, datant de 2009, sans oublier le projet d'oléoduc Iran-Arménie de 2011.

Le rôle clé de l'Iran a néanmoins été réaffirmé à la suite de l'entretien le 26 septembre 2018 entre le Premier Ministre Nikol Pachinian et le président de la République Islamique Hassan Rouhani à l'occasion de l'Assemblée des Nations unies à New-York. N. Pachinian a assuré à son homologue que l'Arménie ne suivrait pas les sanctions économiques initiées par les États-Unis. Erevan semble donc toujours vouloir entretenir des liens forts avec Téhéran en multipliant les tentatives de projets transfrontaliers mais l'application des accords et la recherche de financements internationaux remet souvent en question des projets ambitieux mais nécessaires pour le développement du pays.

L'impact des sanctions sur le tourisme s'est également fait ressentir : l'Arménie a vu son nombre de

²⁵ Weiss, Andrea et Zabanova, Yana (2017), "The South Caucasus and Iran in the Post-Sanctions Era: pursuing greater interconnectedness amidst continuing constraints and scaled-down expectations", Stiftung Wissenschaft und Politik – Deutsches Institut für Internationale Politik und Sicherheit, Berlin, juillet.

touristes iraniens diminuer de plus d'un tiers entre 2017 et 2018 dû à la dévaluation du Rial iranien²⁶. La branche arménienne de la banque iranienne MeladBank fonctionne toujours mais son interdiction d'accès au SWIFT²⁷ et donc au dollar américain rend les relations économiques entre les entreprises de chaque côté de la frontière complexes.

La constatation de tels blocages dans la réalisation de projets ou d'un recul du tourisme iranien en Arménie malgré l'allègement des procédures de visa, pousse à s'interroger sur le futur des relations arméno-iraniennes dans des conditions de sanctions toujours plus fortes sur l'Iran par les États-Unis. La visite de John Bolton²⁸, conseiller américain à la sécurité nationale à la frontière arméno-iranienne a marqué un tournant dans le consensus jusqu'à adopté par tous les précédents gouvernements de laisser l'Arménie commercer avec l'Iran sachant qu'elle n'avait guère d'autre choix. Cette visite datée d'octobre 2018 a bouleversé l'équilibre arménien dans ses relations extérieures. Le pays semble être de plus en plus poussé à devoir faire un choix et les nouvelles sanctions établies en mai 2019 sur les métaux ne sont pas de

bon augure pour une continuité sereine du commerce avec l'Iran. Les États-Unis semblent prêts à affaiblir la République Islamique jusqu'à ce que cette dernière « change radicalement d'attitude »²⁹ quitte à grandement affecter l'Arménie³⁰.

L'un des seuls projets transfrontaliers à véritablement avoir avancé est celui de la troisième ligne à haute tension. Le contrat de construction signé en 2015, annonce que la Banque pour le Développement des Exportations Irlandaises³¹ est investisseur à hauteur de 77%. La ligne est prévue pour tripler les échanges d'électricité entre l'Arménie et l'Iran ce qui peut entraîner une augmentation de l'import de gaz iranien en Arménie dans la cadre de l'accord d'échange gaz-électricité précédemment évoqué.

Conclusion

Sur le papier, le potentiel de coopération dans les domaines du commerce et de l'énergie entre l'Arménie et l'Iran est évident. Néanmoins, en pratique, malgré la signature de nombreux accords et projets encourageants, les résultats concrets sont faibles et décevants. La coopération transfrontalière arméno-iranienne reste en effet

grandement dépendante de l'influente Russie mais aussi des dynamiques géopolitiques internationales. Malgré les atouts de la politique de complémentarité arménienne et l'influence de sa diaspora, le pays peine à rester un allié solide pour l'Iran étant, par ricochet, affecté économiquement par les sanctions américaines. Les investissements deviennent de plus en plus difficiles et risqués mais l'Arménie reste un partenaire fidèle, nonobstant la taille restreinte de son marché. Le gouvernement étant assez jeune et inexpérimenté³² doit d'abord se concentrer sur la refonte des politiques internes au pays. L'accord de libre-échange signé entre l'Iran et l'Union Économique Eurasiatique le 28 août 2019 laisse quand même apercevoir une volonté iranienne de renaître comme acteur régional. Son application fin 2019 laisse rêveur quant aux possibilités de coopération que cela peut offrir à l'Arménie. Le discours officiel quant à la qualification des relations bilatérales reste tout de même timide et évoque plus des relations de bon voisinage que des relations stratégiques³³.

Copyright 2020-Edouard/Diploweb.com

²⁶ Entretien effectué au ministère des affaires étrangères arménien à Erevan le 1^{er} février 2019.

²⁷ Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication.

²⁸ Conseiller américain à la Sécurité nationale de Donald Trump jusqu'au 10 septembre 2019.

²⁹ Texte original: "unless it fundamentally alters its conduct" - Williams, A., "US hits Iran with sanctions on metal sectors", *Financial Times*, 8 mai 2019.

³⁰ NDLR : A une autre échelle, il en va de même pour les relations Union européenne – Iran.

³¹ Export Development Bank of Iran

³² Les trois quarts des parlementaires élus lors du scrutin de décembre dernier siègent pour la première fois. Giragosian, Richard (2019), "A provocative precedent: Armenia's velvet revolution and Russia", European Council on foreign relations (ECFR), Erevan..

³³ "Deepening of good-neighbourly and mutually beneficial relations with immediate neighbours – Georgia and Iran;" Program of the Government of the Republic of Armenia, p.38, February 2019.

Le détroit d'Ormuz à l'épreuve des tensions Iran-États-Unis

Rodrigue Nana Ngassam

Docteur en science politique (Université de Douala-Cameroun), chercheur associé au Groupe de recherche sur le parlementarisme et la démocratie en Afrique (GREPDA) et à la Société africaine de géopolitique et d'études stratégiques (SAGES) et chercheur junior au Canadian network for research on terrorism, security and society (TSAS).

Résumé : Alors que le Moyen-Orient traverse une période instable, la question du nucléaire iranien bloqué par les Américains a entraîné l'Iran dans un bras de fer avec les puissances occidentales. Les sanctions extraterritoriales et menaces américaines à l'encontre de la République islamique incitent le pouvoir iranien à renouer avec une culture d'hostilité impliquant la fermeture du détroit d'Ormuz. Le blocage de cet espace maritime dont les enjeux dépassent le golfe persique pourrait s'avérer catastrophique pour le marché des hydrocarbures déjà perturbé par le ralentissement de l'économie mondiale. De même que c'est une ligne rouge qui entrainerait occidentaux et iraniens à la confrontation loin du jeu de dupes qu'ils ont pu se livrer.

Mots clés : Iran, États-Unis, programme nucléaire iranien, détroit d'Ormuz, Moyen-Orient.

Summary: While the Middle East is going through an unstable period, the issue of Iranian nuclear energy blocked by the Americans has drawn Iran into a standoff with the Western powers. US extraterritorial sanctions and threats against the Islamic Republic have prompted the Iranian government to return to a culture of hostility involving the closure of the Strait of Hormuz. The blocking of this maritime space whose stakes go beyond the Persian Gulf could prove catastrophic for the hydrocarbon market already disrupted by the slowdown in the world economy. Just as it is a red line which would lead Westerners and Iranians to confrontation away from the game of dupes that they were able to play.

Keywords: Iran, United States, nuclear program of Iran, Strait of Hormuz, Middle East.

Introduction

Le détroit d'Ormuz est le théâtre de tensions dont les enjeux dépassent le Golfe Persique. Cette situation résulte de la dégradation soudaine des relations entre les États-Unis et l'Iran suite au retrait unilatéral de l'administration Trump de l'accord signé le 14 juillet 2015, à Vienne (Autriche) sur le dossier nucléaire iranien. Depuis le rejet de cet accord par les États-Unis le 8 mai 2018, sous fond de sanctions internationales et extraterritoriales américaines afin de forcer Téhéran à le renégocier, le détroit d'Ormuz est sous la menace permanente d'un blocus iranien. Cette situation n'est que la continuité d'une hostilité de plus de quarante ans que se livre les États-Unis et l'Iran sous fond de chantage, d'insultes, d'accusations et de menaces. De nations amies, les relations entre les deux pays se sont dégradées depuis la révolution de 1979 et l'avènement de la république islamique même si sous l'administration Obama, quelques progrès de normalisation des relations avec la communauté internationale se sont réalisés avec l'aide de ses alliés européens. L'arrivée de Donald Trump a fait retomber les deux pays dans le *statu quo*, pire dans la méfiance et la provocation avec la peur d'un conflit

majeur aux terribles conséquences pour le Proche et Moyen-Orient toujours dans l'impasse depuis les printemps arabes. Le détroit d'Ormuz victime collatérale de son intérêt géostratégique et sécuritaire pour le trafic maritime mondial est dès lors devenu un levier de puissance que les iraniens utilisent pour déstabiliser les puissances occidentales et leurs alliés arabes. Sans tomber dans une guerre ouverte, et en attendant de franchir cet insupportable défi de dialoguer, Téhéran et Washington continuent de s'observer en chien de faïence à l'image d'un couple prisonnier d'un mariage malheureux.

1. Le détroit d'Ormuz dans les eaux troubles du Golfe Persique et de la Mer d'Arabie

Considéré comme un passage sensible des routes maritimes faciles à fermer ou dont la sécurité de navigation peut être remise en cause (Lasserre, 2004 : 279), le détroit d'Ormuz est un verrou stratégique crisogène. Celui-ci tient son nom de l'île iranienne du même nom qui se situe au Sud-Est de la ville portuaire de Bandar Abbas. Avec Gibraltar, le Bosphore, Malacca, le canal de Suez et le détroit de Bab-el-Mandeb, c'est l'un des grands détroits de la planète. Il se situe sur une ancienne route commerciale entre l'Asie, la

Méditerranée et l'Europe. Suite à l'ouverture du canal de Suez en 1869 son importance maritime fut réduite avant que l'ère du pétrole ne la rende indispensable à l'économie mondiale. C'est l'unique voie de passage maritime entre le Golfe Persique et l'océan Indien. Long de 180 kilomètres, le détroit d'Ormuz borde les eaux territoriales iraniennes et omanaises. Sa rive nord (aux nombreuses îles) est en territoire iranien, sa rive sud entre la pointe montagneuse omanaise de Musandam. On peut, distinguer trois catégories d'États riverains : l'Irak, le Koweït, le Qatar, Bahreïn dans la mesure où le détroit apparaît comme leur seul point d'accès maritime et en tant que voie majeure de transit pour leur commerce ; l'Arabie Saoudite unique dans sa catégorie puisque le détroit constitue la seule voie de sortie pour ses côtes orientales ; l'Iran, Oman, et les Émirats arabes unis dont le premier domine à l'Est et sur une partie des côtes occidentales d'Oman qui s'étendent elles-mêmes du détroit d'Ormuz à la mer Arabique (mer d'Oman) en passant par le golfe d'Oman.

Du fait de son étroitesse (34 miles nautiques au point le plus réduit soit environ 40 km), et de la faible profondeur des eaux territoriales iraniennes, les bateaux doivent circuler dans un couloir entre des îles omanaises (Quoin et Ras Dobbah),

puis utiliser un chenal entre trois îles iraniennes (Michelis, 2019 : 19). Abou Moussa, qui dépend de l'émirat de Sharjah ; la Grande et la Petite Tomb, qui appartiennent à l'émirat de Ras al-Khaïmah. Le contentieux lié à la souveraineté sur ces îlots court toujours. Habités par quelques pêcheurs, ils sont surtout stratégiquement situés à l'entrée occidentale du détroit, et y divisent les chenaux de navigation. La taille croissante des navires qui le franchissent a amené, pour la sécurité du transit, au tracé de deux couloirs de navigation de deux milles (3,5 km) de large chacun, l'un montant, l'autre descendant. Ces couloirs de navigation sont séparés par un couloir tampon de deux milles. Ces rails de navigation sont considérés comme étroits pour les supertankers, pour les porte-conteneurs ainsi que pour les méthaniers géants contemporains. Ici passe plus du quart de la production mondiale de pétrole et, surtout, un huitième du brut utilisé aux États-Unis, un quart de celui utilisé au Japon (Nonjon, 2011 : 2). Et Téhéran y voit depuis le régime impérial du Shah d'Iran, Ormuz comme une ressource et à la fois un enjeu de la puissance iranienne.

2. Un espace maritime enjeu de la puissance iranienne et révélateur de menaces

Le détroit d'Ormuz représente le fer de lance de la stratégie iranienne de déploiement de sa puissance au

Moyen-Orient. Depuis longtemps, l'Iran se pose en puissance régionale ayant un rôle particulier à jouer en Asie centrale et dans le Golfe. Ce rôle a pu être contrarié dans le passé par la « protection »³⁴ que la Grande Bretagne avait imposée au XIX^e siècle à certains émirats situés sur la rive sud du Golfe (Bauchard, 2016 : 8). Cependant dès son retrait dans les années 1970, le Shah a affirmé son rôle de « Gendarme du Golfe »³⁵, chargé en particulier d'assurer la sécurité de cette zone sensible, notamment au niveau du détroit d'Ormuz qu'il contrôle (*Ibid*). Sous le régime impérial comme pour la République islamique après la révolution de 1979, Ormuz devient alors à la fois une ressource et un enjeu de la puissance iranienne. A cet effet, le régime des mollahs développe une sécurisation et une militarisation de cet espace comme outil de dissuasion et de rétorsion plus qu'un outil offensif dans la région. Conscient de l'enjeu stratégique que constitue le contrôle du détroit, l'Iran développe depuis plusieurs années, de nouvelles capacités de coercition autour d'une stratégie anti-accès reposant sur l'emploi d'aéronefs de combat, de sous-marins, de missiles antinavires ou de mines : un ensemble de capacités visant à interdire ou retarder la projection de puissance étrangère dans la région (Farghen, 2018 : 6). Par ailleurs, des contingents de la force maritime des pasdarans

³⁴ Au XIX^e siècle, les Britanniques imposent leur autorité sur cette « Côte des Pirates ». Ils établissent des protectorats de Mascate à Ormuz, de Dubaï à Bahreïn et à Koweït.

³⁵ À partir de 1973, Washington déploie la « politique des deux piliers » de la sécurité des approvisionnements pétroliers de l'Occident, qui repose sur l'Arabie saoudite et l'Iran puis confie au Shah d'Iran le rôle de « gendarme du Golfe ».

(Gardiens de la révolution iranienne) sont installés³⁶ le long du détroit pour faire peser une menace permanente sur leurs adversaires et leurs intérêts économiques.

Les eaux du Golfe leur offrent ainsi un large éventail de cibles névralgiques : pétroliers, stations de désalinisation, navires de guerre étrangers, etc. (Kharief, 2019 : 8). De nombreux incidents ont souvent été à l'origine d'un risque de perturbation du trafic maritime dans cet espace. De la guerre Iran-Iraq dans les 1980, aux multiples altercations entre l'Iran et les États-Unis, le détroit d'Ormuz est sous la menace permanente d'une fermeture. Les récentes tensions³⁷ survenues dans le détroit d'Ormuz suite au blocus américain sur le dossier nucléaire iranien ont entraîné Téhéran dans une escalade avec le risque d'un affrontement avec les américains. L'assassinat du général iranien et chef de la force Al-Qods (« Jérusalem » en arabe et en farsi)³⁸, Qassem Soleimani le 3 janvier 2020 à Bagdad n'a fait que augmenté la crise au plus niveau entre américains et iraniens. Si pour le moment l'Iran reste dans le registre des menaces rhétoriques en effectuant des opérations et des attaques limitées, le pays n'a jamais mis à exécution la

fermeture par des moyens militaires du détroit. Conformément à la doctrine Carter qui, depuis 1979, définit le Golfe comme une région vitale pour les intérêts américains, une opération iranienne dans le détroit entraînera une réaction militaire immédiate des États-Unis (Eudeline, 2012 : 96) et de leurs alliés. L'Iran est conscient que le seul fait d'évoquer ce risque oblige les pays souhaitant intervenir militairement à prendre conscience des lourds impacts qui en découleraient.

3. Une zone d'importance stratégique et économique pour le commerce mondial

Le détroit d'Ormuz est un couloir maritime stratégique, à la fois pour l'Iran et le monde. S'il est si important aujourd'hui, c'est parce qu'il ouvre sur un espace très riche en hydrocarbures. C'est une artère vitale pour l'exportation des productions pétrolières et gazières de cinq des plus gros producteurs mondiaux (Arabie saoudite, Iran, Irak, Émirats arabes unis, Koweït). En effet, les pays du golfe (Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Irak, Iran, Koweït, Oman, Qatar) concentrent 47,7 % des réserves mondiales de pétrole et 42,5 % des réserves mondiales de gaz naturel (Michelis, 2019 : 19). Ils

réalisent 34,5 % de la production du pétrole mondiale et 18 % de celle du gaz naturel (*Ibid*). Plus de 20 % du pétrole mondiale circule par le détroit d'Ormuz, soit plus de dix-sept millions de barils de pétrole par jour (Houcarde, 2016 : 234). Il l'est aussi parce que les alternatives terrestres pour le transport des hydrocarbures sont, pour l'heure difficiles. À l'heure actuelle, il n'existe que deux options terrestres limitées en volume d'hydrocarbures pour contourner le détroit d'Ormuz. Pour ne pas dépendre totalement du détroit d'Ormuz en cas de conflit, les Saoudiens ont construit entre 1981 et 1987 l'oléoduc Est-Ouest³⁹. Les Émirats arabes unis ont quant à eux mis en service en 1983 le port de Fujairah et ont installé une partie de leurs cuves de pétrole brut. De même, on sait qu'une partie du trafic à Ormuz concerne des porte-conteneurs géants venant d'Asie. Il n'existe pas pour eux une autre option terrestre réelle, routière ou ferroviaire, court-circuitant le détroit. Le franchissement maritime du détroit d'Ormuz, pour les hydrocarbures comme pour les conteneurs, reste la seule alternative.

Bloquer le détroit d'Ormuz aura donc des conséquences désastreuses sur

³⁶ L'Iran a renforcé ses bases et ses missiles sol-mer à Bandar Abbas, mais aussi sur les îlots Tomb et Abou Moussa, et dans le Golfe d'Oman avec la base de Jask.

³⁷ Au mois de mai 2019, quatre tankers furent victimes d'un sabotage au sud du détroit d'Ormuz. Puis deux autres à la mi-juin. Une semaine plus tard, l'Iran abattit un drone américain, affront que l'US Navy lavera par la suite en faisant de même avec un appareil iranien. Début juillet, c'est le pétrolier iranien *Grace 1* qui est intercepté par les autorités britanniques au large de Gibraltar, soupçonné de transporter du pétrole vers la Syrie. Deux semaines plus tard, les Iraniens saisissent un pétrolier britannique (*le Stena Impero*), l'accusant d'avoir percuté un navire de pêche.

³⁸ Cette entité forte de 150 000 hommes a une capacité de projection sur des théâtres d'opérations extérieurs, comme la Syrie, au côté du régime de M. Bachar Al-Assad, le Liban en soutien au Hezbollah ou l'Irak auprès des milices chiïtes.

³⁹ En réalité trois tubes d'environ 1 200 km de long entre Damman, sur le Golfe, et les terminaux de Yanbu et d'Al Muajjiz, sur la mer Rouge : un gazoduc de gaz liquéfié et deux oléoducs parallèles. La capacité théorique de ces derniers serait de l'ordre de 5 millions de barils par jour (Mb/J), mais la capacité effective en 2018 est comprise entre 2 et 3 Mb/J, soit le cinquième de la production saoudienne.

l'économie mondiale. Une offensive iranienne dans le détroit conduirait à une perturbation du trafic maritime dont l'importance et la durée dépendraient de la qualité de la planification opérationnelle, du niveau de surprise et de l'efficacité des moyens essentiellement navals mis en œuvre pour la contrer (Eudeline, 2012 : 90). Compte tenu des réserves stratégiques existantes et des possibilités d'augmentation de la production ailleurs dans le monde, la diminution des flux énergétiques qui en résulterait ne saurait être suffisamment longue pour créer une pénurie dommageable (*ibid*). En rétorsion, l'Iran sera dans l'impossibilité de vendre ses hydrocarbures dans la mesure où 90 % de son pétrole passe par Ormuz. Un blocage l'asphyxierait davantage et diminuerait plus encore les possibilités de Téhéran de vendre son pétrole à ses clients asiatiques (tout particulièrement l'Inde, la Chine, le Japon, les Corée, l'Indonésie et la Malaisie). L'autre impact direct de la fermeture du détroit sera sur ses voisins proches : l'Irak, pour l'essentiel de son pétrole, et le Qatar, pour la totalité de son gaz. Les intérêts des puissances du Golfe et étrangères étant menacés, Téhéran s'exposerait alors à des représailles. La conséquence pouvant être un embargo général en vue de faire plier le régime iranien ou une intervention coalisée des pétromonarchies du Golfe et leurs alliés occidentaux pour mettre fin aux régimes des Mollahs. Afin d'éviter d'en arriver à une telle situation, une protection maritime

est nécessaire pour faire respecter la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz.

4. Le détroit d'Ormuz, un couloir maritime stratégique à protéger

Le détroit d'Ormuz est un passage obligé dont la fermeture à la navigation, la perturbation par de nombreuses entraves, qu'il s'agisse d'une action délibérée de la part d'un État, ou le fait d'obstacles liés à des politiques indirectes, soit à la faiblesse même des États riverains (Lasserre, 2004 : 281) ne peut être tolérer. Le commerce des ressources stratégiques, essentiellement du pétrole, souligne le caractère crucial du détroit d'Ormuz et rappelle la nécessité de protéger ce couloir maritime. Depuis 1945, la politique américaine répond à la nécessité de garantir, via le détroit d'Ormuz, un accès continu aux ressources pétrolières du Golfe, à des prix raisonnables et en quantités suffisantes pour les besoins des États-Unis et de leurs alliés. Les nombreuses bases américaines dans la région : bases aériennes (Irak, Koweït, Qatar, Émirats, Oman) et des bases navales (Bahreïn, Abou Dhabi, Fujairah, Oman) auxquelles s'ajoutent des implantations dans l'océan Indien (Diego Garcia), les bases navales britanniques (Bahreïn, Mascate, Douqm), et une base interarmes française (Abou Dhabi) visent à créer un rapport de force face à l'Iran et rassurer les pétromonarchies du Golfe. Cet important dispositif militaire que l'Iran perçoit comme

un facteur d'insécurité à proximité de son territoire n'est pas un gage d'apaisement des tensions dans la région. D'où l'intérêt de se doter d'une grande et ambitieuse politique maritime de protéger ce détroit tout comme d'autres espaces maritimes devenus stratégiques de par leur ampleur, ou de par les enjeux qu'ils constituent, régionalement certes, mais aussi parce qu'ils représentent des intérêts majeurs pour des puissances éloignées (Lasserre, *ibid*).

Si l'idée d'un mécanisme de sécurisation maritime dans le détroit d'Ormuz ne fait pas l'unanimité entre les États-Unis et leurs alliés européens, il est plus que nécessaire de trouver une ligne politique privilégiant le dialogue avec Téhéran. Partie au Traité de non-prolifération en tant qu'État renonçant à tout armement atomique, il ne saurait officiellement chercher à s'en doter même s'il raffine des quantités de matières fissiles indispensables. Le projet nucléaire iranien fait partie des objectifs quasi-sacrés, qui soudent une société furieuse d'être soumise à une vindicte, à ses yeux, injuste, alors que peuvent la frapper les missiles nucléaires de son voisin Israël. Les États-Unis ne sauraient résoudre le conflit avec l'Iran par des sanctions extraterritoriales et des menaces de guerres. Ils savent comment créer et sanctionner la guerre, mais ils ne savent ni élaborer la diplomatie pour résoudre une crise de manière pacifique, ni vivre en laissant vivre (Rastbeen, 2019 : 5). Washington est donc probablement

condamné à accepter une négociation avec Téhéran tout comme il leur avait fallu parler avec Hanoï et Pékin. L'ouverture de négociations bilatérales ou multilatérales en vue de régler le dossier nucléaire iranien représenterait une occasion pour les dirigeants américains et iraniens de mettre fin à plus de 40 années de ruptures des relations diplomatiques. Les Occidentaux ont tout à gagner à fournir des garanties de sécurité, la levée d'embargo et la restitution des avoirs iraniens bloqués par les États-Unis en contrepartie d'un processus de paix régional au sein duquel l'Iran, puissance régionale incontournable, s'intégrerait enfin. Ce processus pourrait être un dispositif régional qui associerait l'Iran et les pétromonarchies du Golfe dans une perspective de partage d'intérêts communs comme le ralliement à des valeurs de paix et d'échange ou la volonté de promouvoir un espace de développement économique. Rien de tel pour décrier les tensions entre l'Iran et ses voisins arabes et entre l'Iran et Israël.

Conclusion

La fermeté du ton à Washington et l'embarras des européens renforcent davantage l'idéologie politico-religieuse iranienne, à forte tonalité anti-occidentale et hantent le risque d'un embrasement dans ce Moyen-Orient en crise. L'hostilité pour le régime politique de la République islamique (Therme, 2015 : 107) ne doit pas être un obstacle pour dialoguer avec Téhéran. Au contraire, le dialogue pourrait tourner la page de l'accumulation de la rancœur, de l'appétit de revanche du peuple iranien qui n'a pas oublié toutes les humiliations subies à cause de l'Ouest. Les iraniens veulent voir leur vie quotidienne s'améliorer et sortir de l'isolement international. Et seul le dialogue échangé librement pourra permettre l'épanouissement auquel tous aspirent (Rastbeen, *Ibid*). En attendant un éventuel accord sur le nucléaire entre Washington et Téhéran qui permettra de mettre fin à l'immuable « loi des Mèdes et des Perses » (Limbert, 2018 : 67), « *la question des relations Iran – États-Unis est devenue particulièrement complexe et une décision à ce sujet très délicate à prendre pour chacune des parties. Mais il faut être réaliste : un jour ou l'autre, ces relations devront être rétablies* » (Kian et Sanchez, 2013 : 11).

Références bibliographiques

- Al-Nasser, Fahad (2010). « La défense d'Ormuz », *Outre-Terre*, Vol 2, n° 25-26 : 389-392.
- Beauchard, Denis (2016). « Arabie Saoudite-Iran. Vers un affrontement incontrôlé ? », *Défense et Stratégie*, n° 39 : 5-24.
- Eudeline, Hugues (2012). « Le détroit d'Ormuz menacé par l'Iran », *la Revue maritime*, n° 493 : 90-99.
- Farghen, Morgane (2018). « La crise du détroit d'Ormuz. La question nucléaire iranienne à nouveau dans l'impasse (février 2012) », *Défense nationale*, Tribune n° 1024 : 1-10.
- Houcarde, Bernard (2016). *Géopolitique de l'Iran : les défis d'une renaissance*, Malakoff, Armand Colin.
- Kian, Azadeh et Sanchez, Benjamin (2013). « De Khatami à Rohani, constantes et ruptures de la politique étrangère iranienne », *La nouvelle revue Géopolitique*, n° 123 : 23-28.
- Kharié, Akram, (2019). « Défense à double détente en Iran », *Le Monde diplomatique*, n° 783 : 8.
- Lasserre, Frédéric (2004). « Les détroits maritimes. Réflexion sur des enjeux stratégiques majeurs », *Cahiers de géographie du Québec*, 48 (35) : 279-286.
- Limbert, John (2018). « Les États-Unis et l'Iran : de l'amitié à la rancœur », *Hérodote*, Vol.2, n° 169 : 67-82.
- Michelis, Léa (2019). *L'Iran et le détroit d'Ormuz – Stratégies et enjeux de puissance depuis les années 1970*, Paris, L'Harmattan.
- Nonjon, Alain (2011). « Le détroit d'Ormuz, le verrou géopolitique de toutes les peurs », *Diploweb.com* : 1-5.
- Rastbeen, Ali (2019). « Le droit international vis-à-vis des sanctions unilatérales », in « Sanctions internationales et extra-territorialité », *Géostratégiques*, n° 53 : 5-14.
- Therme, Clément (2015). « L'Iran et les États-Unis après l'accord sur le nucléaire : paix froide ou réconciliation », *Confluences Méditerranée*, Vol. 3, n° 94 : 107-117.

Sécurité hydrique et dessalement : impact de la technologie sur les conflits d'usage entre industrie minière et communautés indigènes dans le nord du Chili

Maureen Walschot

Candidate au doctorat et assistante d'enseignement, Université catholique de Louvain, Belgique. Maureen.walschot@uclouvain.be

Résumé : Le nord du Chili fait face à de nombreux conflits d'usage d'eau entre communautés autochtones et compagnies minières. Face à une rareté de l'eau croissante, l'industrie minière se tourne vers le dessalement de l'eau de mer. Au travers de notions telles que la sécurité hydrique et la flexibilité, cet article analyse l'impact de la technologie sur les interactions entre les différents acteurs concernés.

Mots-clés : sécurité hydrique, dessalement, conflits d'usage, industrie minière, communautés indigènes, Chili

Summary : The North of Chile is facing numerous conflicts on water use between mining companies and indigenous communities. Confronted with growing water scarcity, the mining industry is turning to seawater desalination. Through notions such as water security and flexibility, this article analyses the impact of the technology on interactions between the concerned actors.

Keywords : Water security, desalination, conflicts of use, mining industry, indigenous communities, Chili

La demande croissante en eau notamment due au développement économique, à la croissance démographique et au changement climatique, entraîne une surexploitation, ainsi qu'une pollution accrue, des eaux de surface et souterraines. Certains acteurs, publics ou privés, se tournent alors vers d'autres sources afin de garantir une pérennité de leurs activités (que ce soit par

exemple d'assurer le développement d'une activité économique ou de répondre aux besoins d'une population). Dans ce contexte, la technologie du dessalement de l'eau de mer représente une solution de plus en plus accessible pour faire face à la rareté de l'eau potable et au stress hydro-politique (Aviram *et al.* 2014). Avec la production d'eau dessalée, l'approvisionnement ne dépend plus uniquement de sources naturelles d'eau douce, ce qui réduit considérablement les incertitudes en termes de quantité et de qualité de ces sources. La technologie crée ainsi une plus grande flexibilité dans la gestion des ressources hydriques et influence les processus de partage entre les différents acteurs riverains. Alors qu'une majeure partie des études sur les conflits et la coopération analysent la question des eaux transfrontières (Wolf, 2007), la gestion conjointe de ressources hydriques au niveau local est également un sujet pertinent, en particulier lorsqu'il existe différents types d'usage et d'intérêt entrant en conflictualité (Swyngedouw, 2004).

Au Chili, la répartition des ressources en eau n'est pas équitablement répartie entre les différentes régions. La grande majorité des ressources hydriques du pays est située dans le

sud, en Patagonie chilienne, alors que certaines régions du nord font face à une situation de stress hydrique (Larraín, 2010). Ainsi, dans le nord du Chili, les conflits d'usage entre les compagnies minières et les populations locales – pour la plupart indigènes – se multiplient au fur et à mesure que l'eau se raréfie (Morales, 2016 ; Carrasco, 2016 ; Camacho, 2012). L'extraction de ressources minières est une activité avide d'eau. De ce fait, les mines exercent une forte pression sur les ressources hydriques de surface et souterraines, en particulier dans le nord du pays où ces ressources sont plus limitées. En outre, le cadre juridique chilien, qui favorise la privatisation des ressources en eau du pays, facilite l'exploitation intensive de ces ressources par le secteur minier. Ce processus de privatisation a été accéléré par la loi sur l'eau de 1981, promulguée pendant les années de dictature (Bauer, 1998 ; Budds, 2009). Ainsi, au Chili, la situation hydro-conflictuelle ne peut être analysée en dehors du cadre juridique en vigueur.

À partir d'une revue de la littérature et de données empiriques, cet article propose un cadre analytique basé sur les théories de la sécurité hydrique et des processus de coopération et de

conflit dans le contexte du dessalement. Ce cadre reflète le lien entre les conflits d'usage d'eaux partagées, le dessalement et la coopération. L'article pose la question suivante : le dessalement de l'eau de mer a-t-il un impact sur les conflits d'usage entre le secteur minier et les populations locales, notamment autochtones, dans le nord du Chili ?

Sécurité hydrique, coopération et conflits

Une grande partie de la littérature portant sur les processus de coopération et de conflit liés à l'eau traite des aspects conflictuels autour de l'approvisionnement. La concurrence entre les acteurs riverains pour s'assurer de répondre à leurs besoins en eau est bien souvent considérée comme un jeu à somme nulle. Au niveau de l'État, de nombreux auteurs ont abondamment écrit sur le sujet des fameuses « guerres de l'eau » (Wittfogel, 1956 ; Homer-Dixon, 1999 ; Gleick, 1993). Contrairement à cette approche, d'autres ont contesté l'aspect conflictuel lié à la gestion de l'eau et ont souligné l'opportunité de coopérer sur les questions hydriques (Allan, 1999 ; Lasserre, 2007 ; Turton, 2000 ; Wolf, 2007). Les acteurs riverains seraient ainsi plus enclins à coopérer sur ces questions, telles que la gestion d'une rivière ou d'un aquifère commun. Cependant, Wolf (2007) estime que l'augmentation de la demande en eau, la baisse des niveaux des aquifères, l'augmentation de la pollution des bassins de surface et souterrains, le

Figure 1. Carte des régions du Chili



Source : EphotoPix, <https://www.ephotopix.com/political-maps/chile-regions-map/>

vieillesse des canaux de distribution et les problèmes de traitement favorisent la prise de

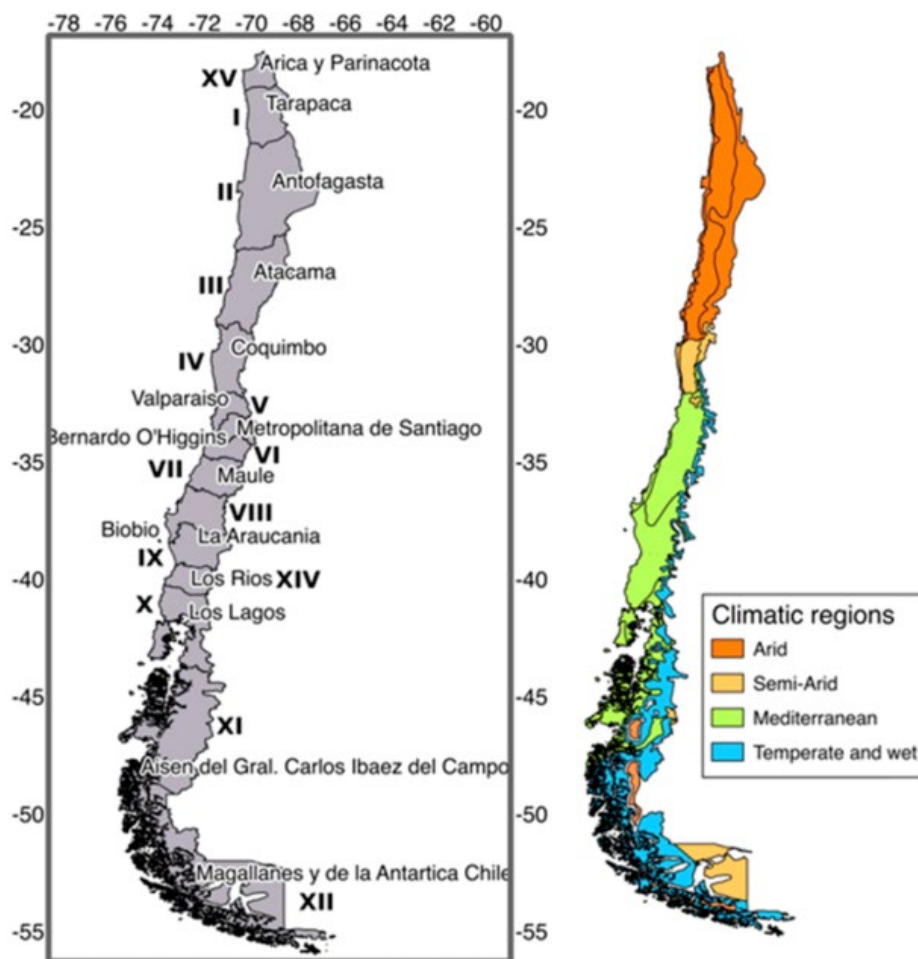
mesures unilatérales en matière de gestion des ressources hydriques partagées.

Le terme de sécurité hydrique est sujet à de nombreuses interprétations. Bien qu'il soit de plus en plus utilisé au cours des dernières décennies, il reste cependant peu clair (Zeitoun *et al.*, 2013). Plus précisément, l'interdépendance hydrique entre certains acteurs, résultat d'une souveraineté partagée ou de droits octroyés sur des ressources en eau dépassant les frontières politiques, représente une particularité dans le domaine de la sécurité hydrique. Leeb et Wouters (2013) mettent l'accent sur la nécessité de stratégies de cogestion et de coopération comme préalable à une véritable sécurité hydrique. Le contexte politique, juridique et social est donc un élément primordial. Dans le cas chilien, le dessalement apparaît comme un moyen favorisant une plus grande flexibilité dans la gestion de l'eau, dans un contexte juridique qui favorise pourtant une gestion unilatérale des ressources. Sur base de ces réflexions, la section suivante analyse l'impact du dessalement sur les relations entre les différents usagers des ressources en eau dans le nord du Chili.

Accès à l'eau, territoires autochtones et disparités au Chili

En 2018, pas moins de 100 mines ont été répertoriées au Chili, dont 84 dans le nord, de la région IV de Coquimbo à la région XV d'Arica et Parinacota. Dans ces régions, l'Institut national des droits de

Figure 2. Zones climatiques par région au Chili



Source : Aitken *et al.*, 2016

l'homme (INDH) a identifié 42 conflits dits socio-environnementaux, dont 62% sont liés au secteur minier et 34,6% ont lieu sur des terres indigènes.⁴⁰ La topographie chilienne explique en partie ce déséquilibre entre le Nord chilien et le reste du pays. La plupart des minerais se trouvent en effet au Nord tandis qu'une majorité des ressources

hydriques se situent dans le Sud du pays. En outre, dans certaines régions, ces tensions sont également caractérisées par la présence importante de communautés autochtones andines. Celles-ci défendent leurs droits ancestraux d'accès à l'eau, et dont la valeur qu'elles accordent à cette dernière entre en contradiction avec celle du secteur minier.

⁴⁰ Pour plus d'information, voir le site « Mapa de conflictos socioambientales » de l'INDH, <https://mapaconflitos.indh.cl/#/>, consulté le 25 mars 2020.

Figure 3. Carte des mines de cuivre et des usines de dessalement opérationnelles et en construction



Source : Stratfor, 2017

Le contexte juridique chilien : néolibéralisme et privatisation de l'eau

Le Code de l'eau chilien de 1981, mondialement connu pour son approche néolibérale, sépare les droits de l'eau de la propriété foncière, ce qui favorise la privatisation des ressources hydriques du pays. De cette façon, le code donne la priorité au secteur

minier, au détriment des droits territoriaux ancestraux des communautés autochtones. Ainsi, la législation chilienne a un impact direct sur les pénuries d'eau dans l'Altiplano chilien. En permettant des pratiques d'usage intensif de la part des compagnies minières, le cadre juridique en vigueur affecte les communautés autochtones andines du pays.

Selon Bauer (2015), ces dernières années au Chili, les conflits d'intérêts ont augmenté entre les différents usagers, notamment au sujet des eaux de surface et des aquifères. Selon l'auteur, le modèle juridique chilien n'est pas adapté pour faire face à la complexité qu'implique une gestion conjointe des ressources hydriques, ni pour résoudre les conflits d'usage. De plus, il n'est également pas en mesure d'assurer la protection de l'environnement. Par conséquent, en raison de cette législation, les conflits liés à l'eau au Chili se sont largement répandus à travers le pays. En outre, au fur et à mesure que les conflits d'usage en eau se croisent avec des problématiques liées à d'autres secteurs tels que l'énergie et l'environnement, leur complexité augmente. Or, bien souvent, les réformes juridiques sont prises sans consultation entre les différents secteurs, renforçant l'inefficacité d'un système déjà inadapté (Bauer, 2004).

Dans ce contexte, certaines décisions juridiques ont néanmoins été prises en vue de pallier ce problème. En 1992, le gouvernement chilien a modifié les articles 58 et 63 du Code de l'eau, interdisant l'exploitation et l'exploration des bassins souterrains qui alimentent les plaines et les zones humides des régions I et II. Ces territoires sont en effet essentiels aux activités des communautés andines dans ces régions (COCHILCO, 2007). En 1993, la Direction générale des eaux (DGA) a entamé l'identification et la localisation de ces zones

humides et de ces plaines pour délimiter les aquifères d'alimentation auxquels se réfèrent les modifications légales. En 1996, la Résolution n°909 a été adoptée. Celle-ci interdit l'exploration et l'exploitation de ces aquifères. En outre, en 1997, la DGA a signé un accord avec la Société nationale de développement indigène (CONADI) pour protéger, constituer et restaurer les droits d'accès à l'eau des biens ancestraux des communautés autochtones Aymara et Atacama. Or, ces dispositions n'ont pas empêché la pénurie d'eau d'alimenter les conflits d'usage entre les communautés autochtones andines et les compagnies minières dans le nord du Chili.

En conclusion, les rationalités divergentes des compagnies minières et des communautés autochtones sont renforcées par le système juridique plus larges, en particulier le Code de l'eau de 1981.⁴¹ Les relations conflictuelles entre les exploitations minières et les communautés autochtones andines ne peuvent donc être analysées séparément du statut juridique de l'eau au Chili (Camacho, 2012).

Secteur minier et gestion de l'eau au Chili

Le rapport de 2007 de la Commission chilienne du cuivre (COCHILCO) sur la gestion des ressources hydriques et de l'exploitation minière du cuivre

au Chili prévoyait déjà une augmentation conséquente de l'utilisation des ressources hydriques par ce secteur au cours des 25 prochaines années.⁴² La grande quantité d'eau nécessaire à la technique dite de flottation, indispensable dans les procédés métallurgiques, ne peut qu'être difficilement réduite. De cette façon, l'impact du secteur minier sur les ressources en eau du Chili augmente au fur et à mesure que l'industrie se développe. Le rapport démontre également qu'il existe une concurrence croissante entre les différents utilisateurs des ressources en eau, qui diffère selon les régions concernées. Ainsi, le secteur minier doit composer avec d'autres secteurs tels que l'agriculture et l'usage domestique (COCHILCO, 2007).

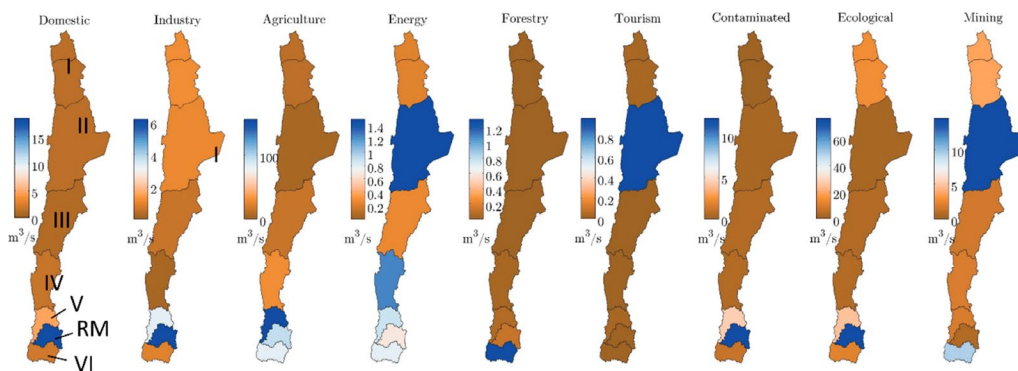
Cependant, certains experts soulignent que la quantité d'eau consommée par l'industrie minière n'est pas l'unique facteur à prendre en compte. Selon Peña et Huijbregts (2013), si l'empreinte hydrique dite bleue correspond à l'utilisation nette des ressources en eaux souterraines et de surface par l'ensemble des activités humaines, les auteurs préconisent d'ajouter l'indice de stress hydrique à cette empreinte. Ainsi, celle-ci reflèterait l'impact réel de la consommation d'eau dans des régions confrontées au stress hydrique en comparaison avec d'autres qui ne

le sont pas. Peu d'études portent sur l'eau utilisée par le secteur minier et dans la production de métaux primaires (Moran *et al.*, 2008 ; Mudd, 2008). Or, le cuivre est actuellement l'un des métaux les plus utilisés, dont les plus grandes réserves mondiales (28%, soit 150 millions de tonnes métriques de cuivre) se trouvent dans le désert d'Atacama, au nord du Chili (USGS, 2010). Bien que la situation dans cette région soit extrêmement critique, il existe peu de recherche sur l'empreinte hydrique bleue concernant la production de cuivre au Chili. Selon une étude de Servet *et al.* (2016), entre 2013 et 2020, la demande en eau dans le secteur minier au Chili aurait atteint 40% de la demande globale. Dans ce contexte, certaines compagnies minières de cuivre ont commencé à utiliser de l'eau de mer dessalée dans les opérations de flottation (Moreno *et al.*, 2011). Si ce processus continue à se développer, l'empreinte hydrique bleue de l'industrie pourrait être réduite jusqu'à 70% dans le processus d'extraction du cuivre. Dans ce contexte, la société minière BHP a annoncé en 2017 qu'elle prévoyait d'utiliser principalement le dessalement pour assurer son approvisionnement en eau, mettant fin à l'exploitation des eaux souterraines chiliennes pour approvisionner ses mines d'ici 2030.

⁴¹ Le Code de l'eau est disponible en ligne sur le site du Ministère de la justice chilien, www.leychile.cl/Navegar?idNorma=5605, consulté en mars 2020.

⁴² La métallurgie extractive du cuivre ne représente que l'une des différentes activités d'extraction du secteur minier au Chili qui comprend également l'extraction d'autres minerais métalliques (comme l'or, l'argent ou le plomb par exemple, et dont le cuivre fait partie) et de roches et minerais industriels (tels que le nitrate, le potassium ou le lithium).

Figure 4. Demande en eau par secteur et par région dans le nord du Chili



Source : Aitken et al., 2016

Figure 5. Projection de la demande en eau dans l'industrie minière du cuivre au Chili 2018-2029



Selon COCHILCO, « la méthodologie utilisée dans la réalisation de l'étude est basée sur la consommation unitaire de chaque tâche dans chaque processus ; les profils de production maximaux déterminés par le cadastre d'investissement minier et la probabilité de matérialisation d'un tel portefeuille en fonction du contexte historique. » (COCHILCO, 2018 :1, traduction de l'auteure).

Source : COCHILCO 2018

En 2020 au Chili, il y a vingt-trois stations de dessalement en opération et douze en construction. Sur ces vingt-trois usines opérationnelles, quatorze sont liées au secteur minier. Le premier projet à grande échelle a été lancé en 2003, dans la région de Chimba (Cabrera, 2020). Il existe également de nombreux

autres projets à plus petite échelle. Dès le début de son implantation au Chili, l'industrie minière a été confrontée à la problématique des conflits d'usage autour des ressources hydriques dans le nord du pays. En plus de répondre à la demande en eau du secteur minier, le dessalement permettrait également de ne

pas accroître la pression exercée par le secteur sur les ressources sur les eaux partagées. En créant plus de flexibilité au niveau de la gestion des ressources hydriques entre les différents usagers, la technologie faciliterait donc les interactions entre ceux-ci (Fragkou et McEvoy, 2016). Outre le secteur minier, d'autres acteurs

chiliens choisissent également de recourir au dessalement pour assurer leur approvisionnement en eau. Ainsi, Antofagasta, au nord du Chili, prévoit de devenir la première ville au monde à fonctionner sur un réseau d'approvisionnement fonctionnant à 100% sur l'eau dessalée (Revista Técnicos Mineros, 2016).

En résumé, l'utilisation de la technologie du dessalement de l'eau de mer augmenterait la flexibilité du secteur minier envers les ressources hydriques naturelles partagées avec les communautés autochtones. En modifiant la logique de jeu à somme nulle entre les différents usagers, celui-ci diminuerait les risques de conflit. De cette façon, la technologie serait à même de renforcer la sécurité hydrique des acteurs impliqués dans la gestion partagée de l'eau.

Le dessalement, facteur réel d'atténuation des conflits ?

Afin de répondre à cette question, cet article se focalise sur la compagnie BHP qui possède trois mines sur le territoire chilien (Escondida, Spence et Cerro Colorado). Les chiffres de l'INDH, couplés à une revue de la littérature disponible, permettent de formuler plusieurs observations. Premièrement, dans la mine Escondida, où la compagnie a fait construire une station de dessalement, le conflit entre la mine et les communautés autochtones locales qui avait été répertorié par l'INDH a été classé comme terminé. La technologie a fonctionné comme agent

d'atténuation des conflits. Deuxièmement, dans le cas de la mine Spence, bien que la construction de la station de dessalement n'ait commencé qu'en 2017 et n'est donc toujours pas opérationnelle, les données de l'INDH indiquent que les relations avec les communautés autochtones n'ont jamais été réellement conflictuelles, contrairement aux deux autres mines. Certains facteurs peuvent bien évidemment expliquer cette situation, tel qu'un accueil différent de la mine auprès de la population locale. Les compagnies minières mettent en effet parfois en place certaines stratégies visant à compenser financièrement les communautés avoisinantes ou à fournir un emploi à celles-ci dans les mines. De telles stratégies tempèrent donc l'image de la compagnie, créant bien souvent des positions divergentes et des relations conflictuelles à l'intérieur des communautés elles-mêmes. Enfin, dans le cas de la mine Cerro Colorado, contrairement aux deux autres mines BHP, le conflit est toujours actif. BHP a fait savoir qu'aucune station de dessalement ne serait construite dans cette mine, étant donné que les contrats d'exploitation arrivent à expiration. Il est donc possible que les conflits continuent jusqu'à ce que celle-ci soit fermée ou vendue (dans quel cas, le conflit risque de continuer avec une autre entreprise minière).

Bien que ce soit dans une logique économique, BHP voit dans le dessalement un moyen d'atténuer les relations conflictuelles entretenues

avec les communautés autochtones locales. L'annonce de la compagnie minière de cesser l'exploitation des ressources hydriques souterraines chiliennes d'ici 2030 s'inscrit dans cette vision. Or, même si l'ensemble du secteur minier en venait à suivre la décision prise par BHP (ce qui est d'ailleurs peu probable), cela ne résoudrait pas les nombreux autres conflits socio-écologiques qui existent au Chili entre l'industrie minière et les populations autochtones, tels que la lutte contre la contamination des terres, de l'air et de l'eau.

Pour une gouvernance durable des ressources hydriques

Les ressources hydriques naturelles étant limitées au Chili, notamment dans le nord du pays, certaines sociétés minières ont donc recours au dessalement de l'eau de mer pour maintenir leur approvisionnement. Cependant, la technologie n'est pas sans limites ni coûts. Malgré les progrès technologiques, la construction et l'entretien des stations de dessalement restent importants et représentent un investissement conséquent que toute compagnie minière n'est pas prête à financer. En outre, la distance depuis le littoral et l'élévation au-dessus du niveau de la mer sont d'autres facteurs contraignants. Ainsi, pour un gisement qui se situerait à 3 000 mètres d'altitude, le coût du transport est estimé à 5 dollars américains le m³, ce qui augmenterait le coût de production de 8% (Minería chilena, 2018). Le dessalement reste donc

Tableau 1. Usines et projets de dessalement dans l'industrie minière du cuivre au Chili

Lancement	Etat	Propriétaire	Nom	Région	Capacité de dessalement (l/s)	Capacité d'extraction d'eau de mer (l/s)
/	En opération	<u>Haldeman</u>	<u>Michilla</u>	Antofagasta	75	25
/	En opération	ENAMI	Station J.A. Moreno (Taltal)	Antofagasta	/	15
/	En opération	<u>Las Cenizas</u>	<u>Las Cenizas Taltal</u>	Antofagasta	9	12
/	En opération	<u>Mantos de la luna</u>	<u>Mantos de la luna</u>	Antofagasta	5	20
/	A l'arrêt	<u>Pampa Camarones</u>	<u>Pampa Camarones</u>	Arica y Parinacota	/	25
/	En opération	BHP Billiton	<u>Escondida - Station Coloso</u>	Antofagasta	525	/
/	En opération	AMSA	<u>Distrito Centinela (Esperanza + El Tosoro)</u>	Antofagasta	50	1500
/	En opération	AMSA	<u>Antucova</u>	Antofagasta	20	280
/	En opération	<u>Mantos Copper</u>	<u>Mantoverde</u>	Atacama	120	/
/	En opération	Lundi Mining	<u>Candelaria</u>	Atacama	300	/
/	En opération	HKGHM Int.	<u>Sierra Gorda</u>	Antofagasta	/	1315
/	En opération	BHP Billiton	<u>Escondida EWS</u>	Antofagasta	2500	/
2018	Faisabilité	Lundi Mining	<u>Candelaria</u>	Atacama	200	/
2020	Faisabilité	AMSA	<u>Desarrollo minera Centinela-Etape 1</u>	Antofagasta	/	850
2020	Faisabilité	AMSA	<u>Los Pelambres - Elargissement marginal I et II</u>	Coquimbo	400	/
2020	Faisabilité	COPEC	<u>Diego de Almagro</u>	Atacama	/	315
2020	Faisabilité	BHP Billiton	<u>Spence Growth Option</u>	Antofagasta	1000	/
2020	Faisabilité	<u>Mantos Copper</u>	<u>Développement de Mantoverde</u>	Atacama	260	/
2020	Faisabilité	<u>Codelco</u>	<u>Adéquation station de dessalement RT Sulfure-Etape 1</u>	Antofagasta	630	/
2021	Faisabilité	Teck	<u>Quebrada Blanca Hipógeno</u>	Tarapacá	1300	/
2021	Pas d'EIE	<u>Goldcorp et Teck</u>	<u>Nueva Unión</u>	Antofagasta	740	/
2023	Faisabilité arrêtée	<u>Capstone Mining</u>	<u>Santo Domingo</u>	Antofagasta	30	400
2024	Faisabilité	AMSA	<u>Développement mine Centinela - Etape 2</u>	Antofagasta	/	1650
2025	Pas d'EIE	<u>Freeport McMoran</u>	<u>El Abra Mill Project</u>	Antofagasta	500	/

Source : Montes, 2019

une alternative technologiquement complexe et coûteuse, fortement dépendante en énergie, nécessaire au traitement et à la transportation de l'eau dessalée jusqu'au lieu d'utilisation. Une telle dépendance augmente la facture énergétique tout en générant des problèmes environnementaux, auxquels s'ajoutent également la salinisation des sols où la saumure est stockée.

En outre, solutionner uniquement la question de l'approvisionnement en eau n'est pas suffisant. Ainsi, en 2000, le Partenariat mondial de l'eau (GWP) avait déclaré que la crise de l'eau était avant tout une crise de gouvernance (Global Water Partnership GWP, 2000). Par gouvernance, il faut entendre les processus et institutions juridiques et politiques qui sont nécessaires à la résolution des

conflits liés à l'eau, en particulier ceux qui existent entre de différents droits, usages et valeurs associés à la ressource. La crise actuelle serait donc due au fait que les acteurs impliqués n'arrivent pas à concilier leurs différents besoins et usages. Une gouvernance durable des ressources hydriques se trouve donc dans l'équilibre entre les différents

usages de l'eau tout en incluant les intérêts de tous les acteurs concernés.

Dans les régions où le stress hydrique pourrait accroître les tensions entre les différents usagers, les nouvelles technologies, telles que le dessalement, peuvent créer de nouvelles sources d'approvisionnement en eau et accroître la flexibilité des acteurs concernés. Le concept de sécurité hydrique représente un outil inclusif pour analyser l'incidence du dessalement sur les interactions portant sur les ressources en eau partagées, et ce à n'importe quel niveau d'analyse. Il est également intéressant de relier ce concept à la notion de flexibilité qui apparaît notamment avec le dessalement de l'eau de mer. Cependant, la technologie de dessalement ne peut être l'unique réponse à la pénurie d'eau, surtout lorsqu'il est clair que d'autres composants entrent en jeu dans une gestion durable de l'eau. Le dessalement de l'eau de mer, plutôt que de représenter une transition dans l'approvisionnement en eau, doit partie d'un plan de diversification des ressources hydriques stratégique, aux niveaux local, national comme régional.

Références bibliographiques

Aitken, Douglas et al. (2016). Water Scarcity and the Impact of the Mining and Agricultural Sectors in Chile. *Sustainability*, 8(2): 128.

Allan, Tony (1999). Avoiding War over Natural Resources. Dans Fleming, Sarah. (dir.). *War and Water*, Genève, ICRC Publication Division, 251-255.

Aviram, Ram et al. (2014). Desalination as a game-changer in transboundary hydro-politics. *Water Policy*, 16:609-624.

Banque Mondiale (2011). CHILE Diagnóstico de la gestión de los recursos hídricos.

Bauer, Carl (1998). Slippery property rights: Multiple water uses and the neoliberal model in Chile, 1981-1995. *Natural Resources Journal*, 38(1):109-155.

Bauer, Carl (2004). *Siren Song. Resources for the Future*, Washington, DC.

Bauer, Carl (2015). Water conflicts and entrenched governance problems in Chile's market model. *Water Alternatives*, 8(2):147-172.

Budds, Jessica (2009). The 1981 water code: The impacts of private tradable water rights on peasant and indigenous communities in Northern Chile. Dans Alexander, William L. (Ed). *Lost in the long transition: Struggles for social justice in neoliberal Chile*, Lanham: Lexington Books, 41-60.

Cabrera, Rosa Z. (2020). Plantas desaladoras de agua: cuando la sequía golpea, hay que mirar al mar. *El Mercurio de Valparaíso*. 22 mars 2020.

Camacho, Francisco Molina (2012). Competing rationalities in water conflict: Mining and the indigenous community in Chiu Chiu, El Loa Province, northern Chile. *Singapore Journal of Tropical Geography*, 33:93-107.

Carrasco, Anita (2016). A biography of water in Atacama, Chile: Two indigenous community responses to the extractive encroachments of mining. *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, 21(1):130-150.

COCHILCO (2007). Gestión del recurso hídrico y la minería en Chile: Diagnostico para Mesa Publico-Privada Nacional.

COCHILCO (2018). Proyección de la producción de cobre en Chile 2018 – 2029, DEPP 15/28.

Homer-Dixon, Thomas F. (1999). *Environment, Scarcity, and Violence*, Princeton University Press, Princeton, NJ.

Fragkou, Maria Christina, McEvoy, Jamie (2016). Trust matters: Why augmenting water supplies via desalination may not overcome perceptual water scarcity. *Desalination*, 397:1-8.

Global Water Partnership (2000). *Towards Water Security: A Framework for Action*, sur <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/copper/mcs-2012-coppe.pdf>, c. le 30 mars 2020.

Larraín, Sara (2010). Introducción. Dans Larraín, Sara et Poo, Pamela (dir.). *Agua, derechos humanos y reglas del mercado*. Chile Sustentable, 15-49.

Lasserre, Frédéric (2007). Conflits hydrauliques et guerres de l'eau : un essai de modélisation. *Revue internationale et stratégique*, 66:105-118.

Leb, Christina, Wouters, Patricia (2013). The water security paradox and international law: securitization as an obstacle to achieving water security and the role of law in desecuriting the world's most precious resource. Dans Lankford, Bruce et al. (dir.). *Water Security: Principles, Perspectives and Practices*, 26-45.

Minería chilena (2018). Plantas desaladoras: Una solución con pros y contras. *Minería chilena*. 8 décembre 2018. Disponible sur <https://www.mch.cl/reportajes/una-solucion-con-pros-y-contras/#>, c. le 31 mars 2020.

Montes, Camila (2019). Proyecciones de agua y energía en la minería del cobre. Cámara Chileno-Alemana de Comercio e Industria (CAMCHAL). En ligne, <https://ecominingconcepts.cl/wp-content/uploads/2019/04/camila-montes.pdf>, c. le 31 mars 2020.

Morales, Hector, Azocar, Rodrigo. (2016). Minería y relaciones interétnicas en Atacama. *Estudios atacameños*, 52:113-127.

Moran, Chris J. et al. (2008). Characterizing the values of water in minerals operations, *Proceedings of the 1st International Congress on Water Management in the Mining Industry (WIM)*. Santiago, Chile.

Moreno, Patricio et al. (2011). The use of seawater as process water at Las Luces copper-molybdenum beneficiation plant in Taltal (Chile). *Minerals Engineering*, 24:852-858.

Mudd, Gavin M. (2008). Sustainability reporting and water resources: A preliminary assessment of embodied water and sustainable mining. *Mine Water Environment*, 27(3):136-144.

Peña, Claudia A., Huijbregts, Mark A. (2013). The blue water footprint in primary copper production in Northern Chile. *Journal of Industrial Ecology*, 18(1):49-58.

Revista Técnicos Mineros (2016). Antofagasta: Ampliación de desaladora dejó 85% de la ciudad abastecida con agua de mar. *Revista Técnicos Mineros*. Disponible sur <https://www.revistatecnicosmineros.com/2016/11/antofagasta-ampliacion-de-desaladora-dejo-85-de-la-ciudad-abastecida-con-agua-de-mar/>, c. le 20 mars 2020.

Servet, Jorge F. et al. (2016). Synergies of solar energy use in the desalination of seawater : A case study in northern Chile. *AIP Conference Proceedings* 1734, 140002.

Stratfor (2017). In Chile, a private solution for a public good. Disponible sur <https://worldview.stratfor.com/article/chile-private-solution-public-good>, c. le 31 mars 2020.

Swyngedouw, Erik (2004). *Social Power and the Urbanization of Water*. Oxford University Press. Oxford.

Turton, Anthony (2000). *Water Wars : enduring myth or impending reality ?* Dans Solomon, Hussein, Turton, Anthony (dir.). *Water Wars : enduring myth or impending reality ? Africa Dialogue Monograph*, 2:165-175.

USGS (United States Geological Survey) (2010). About commodity statistics and information: Copper.

Wittfogel, Karl A. (1956). *The Hydraulic Civilizations*. Dans Thomas, William L. (dir.). *Man's Role in Changing the Face of the Earth*, University of Chicago Press, 152-164.

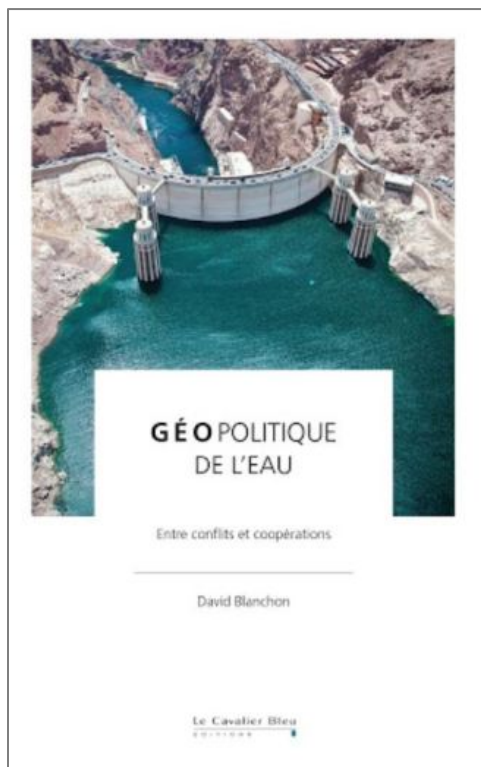
Wolf Aaron T. (2007). *Shared Waters: Conflict and Cooperation*. *Annual Review of Environment and Resources*, 32:3.1-3.29.

Zeitoun Mark et al. (2013). Introduction: A Battle of Ideas for Water Security. Dans Lankford, Bruce et al. (dir.). *Water Security Principles, Perspectives and Practices*. Routledge. London, 1-11.

David Blanchon (2019) *Géopolitique de l'eau. Entre conflits et coopérations.* Paris: Le Cavalier bleu

Frédéric Lasserre

Professeur à l'Université Laval et directeur du Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG); Frederic.Lasserre@ggr.ulaval.ca



Cet ouvrage propose un retour sur un thème largement débattu depuis une vingtaine d'années certes, mais qui demeure d'actualité, pour des raisons que l'auteur identifie et souligne : l'eau est une ressource essentielle, fondamentale à la vie humaine, mais également fondamentale pour la pérennité des écosystèmes dont nous dépendons; de plus, l'eau est une ressource économique cruciale que les sociétés mobilisent pour de très nombreuses activités, agriculture, industrie, production électrique, loisirs, services... La population augmente et avec elle

les besoins directs et indirects; la population se transforme aussi et ses choix de consommation évoluent, or selon ces choix, l'intensité de la demande en eau, dans le secteur agricole notamment, peut se trouver considérablement accru. Et la variable des changements climatiques vient complexifier une équation déjà bien difficile dans de nombreuses régions.

La ressource en eau est souvent comparée au pétrole, dont la pénurie conduirait à une crise de l'eau imminente, généralisée, locale et globale. De ce constat alarmiste aux guerres de l'eau prédites par certains, il n'y a qu'un pas. Pourtant, la place de l'eau dans les conflits est débattue. L'eau demeure certes un enjeu socio-économique majeur et les enjeux de pouvoir pour sa gouvernance, sa répartition et sa mobilisation sont là pour rester. L'eau est renouvelable, mais elle s'écoule, ne reste pas ancrée dans un territoire : la géopolitique de l'eau, souligne l'auteur, est donc bien différente de celle du pétrole par exemple, pour toutes les raisons évoquées ci-dessus.

Facteur de tension, entre États certes, à l'intérieur des sociétés pour déterminer sa répartition entre secteurs, son accessibilité, sa qualité, l'eau est un enjeu de rivalités entre États comme elle est souvent dépeinte, mais tout autant de politique publique, de gouvernance et de capacité d'adaptation sociale. Chaque société, selon ses normes sociales, son niveau de développement, les tensions ou les solidarités qui la traversent, organise la gouvernance de la ressource, pour le meilleur ou pour le pire.

L'ouvrage revient tout d'abord sur d'utiles généralité sur l'eau et sur les notions de rareté et de pénurie, qui est très souvent un construit social découlant de politiques publiques et d'une structure de consommation. L'auteur développe ensuite le concept de nexus eau-énergie-alimentation, afin de souligner les liens très forts qui relient ces trois éléments : l'eau est mobilisée pour la production d'énergie et pour l'agriculture, ces usages sont parfois concurrents ; il faut également de plus en plus de l'énergie pour le secteur agricole et pour mobiliser, distribuer et traiter la ressource en eau. Les gestionnaires doivent donc élaborer des politiques publiques

qui tiennent compte de l'imbrication étroite de ces paramètres. L'auteur présente ensuite les grands fleuves, les bassins versants et, trop souvent oubliés, les grands aquifères qui pourtant sont la source pour de très nombreux usages.

L'ouvrage développe ensuite la notion de risque hydropolitique. Quels sont les circonstances, les facteurs qui favorisent l'apparition de tensions pour le partage de l'eau dans un bassin versant? L'auteur souligne ainsi la diversité des situations, l'absence de déterminisme

climatique ou politique, mais bien plutôt le rôle des facteurs économiques, politiques et sociaux, tout en relevant que si des tensions existent, la coopération est tout aussi réelle dans de nombreux bassins. Plusieurs exemples sont ainsi abordés. Quelles sont les caractéristiques des politiques hydriques aux États-Unis, en Chine ? Quel rôle jouent les grands barrages dans les conflits sur l'eau ? Comment ont évolué les tensions dans des régions traversées depuis longtemps par de vives tensions pour le partage de l'eau, comme le Moyen-Orient, le bassin

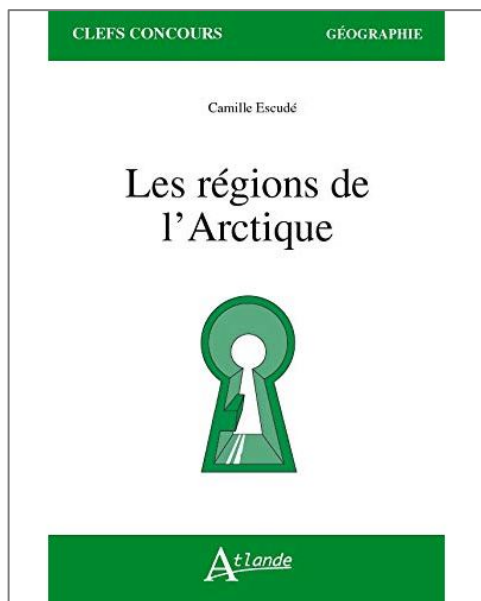
du Nil, l'Afrique australe ? A travers ces études de cas, classiques pour certaines, plus originale dans le cas de l'Afrique australe, l'auteur relève le poids des dimensions politiques, soulignant ainsi que, si le risque de dégradation des conditions de partage demeure et qu'il n'est pas à exclure que des guerres apparaissent, celles-ci ne sont en rien inéluctables tant le potentiel de coopération demeure important.

Il s'agit donc là d'un ouvrage synthétique, bien écrit, qui présente de manière efficace les grands enjeux de la géopolitique de l'eau.

Camille Escudé-Joffres (dir.) *Les régions de l'Arctique* (2019) Paris : Atlante

Frédéric Lasserre

Professeur à l'Université Laval et directeur du Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG); Frederic.Lasserre@ggr.ulaval.ca



Cet ouvrage propose une série de chapitres thématiques pour décrire et analyser les différentes facettes de l'Arctique selon une approche régionale et thématique. De nombreux auteurs (22) ont ainsi participé à la production de cet ouvrage. Une première section, Repères, campe les différentes acceptions de la région arctique, décrit les risques liés à cet environnement ainsi que les formes des transformations environnementales induites par les changements climatiques. La section suivante propose un panorama régional: l'Arctique nord-américain puis la société groenlandaise, selon une approche essentiellement sociale ; la région de la mer de Barents ; l'Arctique russe et ses

projets de mise en valeur économique. La troisième section aborde la question des dynamiques sociales et environnementale de la vie dans les régions arctiques : les peuples autochtones ; les villes en Arctique ; le front pionnier en Sibérie ; et deux études de cas portant sur le Groenland, Nuuk et Qassiarsuk.

La section suivante développe une thématique majeure dans les discours sur l'Arctique : quels sont les enjeux de l'exploitation des ressources dans un environnement fragile et en mutation ? De quel développement parle-t-on ? On y aborde également les questions de la navigation, des ressources en hydrocarbures, de l'élevage des rennes et du développement des infrastructures. Une dernière section développe la question de la gouvernance et des enjeux géopolitiques. A qui appartient l'Arctique et quels sont les enjeux de souveraineté dans cet espace ? Il convient, à travers cette section, de souligner que l'Arctique est un espace régulé et que, s'il est traversé de litiges, il est aussi le siège d'une importante coopération inter-étatique. Les droits des peuples autochtones sont évoqués, ainsi que l'intérêt des pays asiatiques et européens pour la région.

Dans une langue claire, avec un corpus de références un peu léger et un peu daté mais bien présent, et surtout un très important appareil de cartes, figures et tableaux regroupés en fin d'ouvrage, le livre détaille l'ensemble de ces thématiques. On appréciera ainsi l'évocation de thématiques moins classiques au sujet de l'Arctique, comme vivre en Arctique et les études sur l'habitat, le fait urbain dans la région ; le droit des autochtones ; l'économie de l'élevage du renne; sans que l'ouvrage néglige les questions classiques mais incontournables de l'impact des changements climatiques, du développement contrasté de la navigation commerciale, du développement des ressources, des enjeux de souveraineté et de juridiction. L'approche régionale est une bonne idée également, afin de souligner la diversité et les points communs entre les différentes régions, tant il est vrai que l'Arctique est pluriel dans ses populations, dans sa gouvernance et les stratégies des différents États de la région. On relève cependant que l'Arctique nord-américain est nettement moins abordé que les facettes européennes et russes.

On pourra regretter une certaine faiblesse de la section sur les infrastructures, qui aurait mérité un développement un peu plus long, et présente une erreur – le rail se rend bien jusque dans l'Arctique canadien, à Churchill, au Grand lac des Esclaves, et a été développé sur l'île de Baffin pour la mine de Mary River – sans connexion avec le reste du réseau certes. De même, la section sur le droit des peuples autochtones porte en réalité essentiellement sur

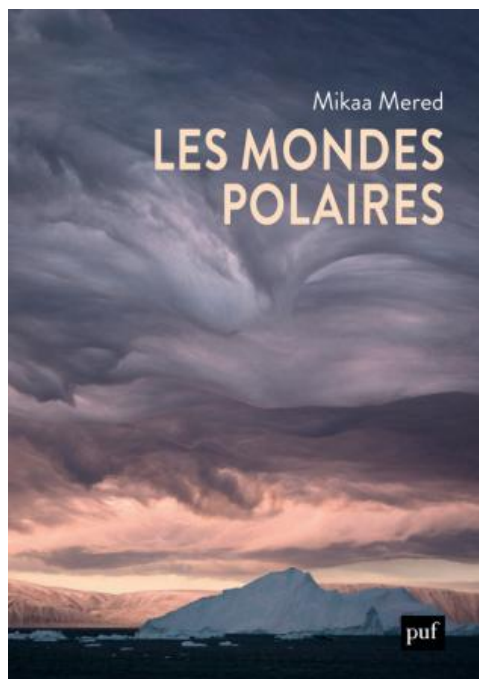
les Sami, or les Sami n'épuisent pas la diversité des peuples autochtones et il aurait au contraire été intéressant de relever la grande diversité dans le statu et les droits des peuples arctiques selon leur État. Dans la section sur les développements militaires, il est également inexact de dire que la Russie a construits de nouvelles bases et aérodromes : trois campements nouveaux de 150 hommes ont certes été édifiés, mais les aérodromes sont

tous d'anciennes bases soviétiques rouvertes – un enjeu rhétorique important dans le débat médiatique sur l'ampleur du réinvestissement militaire russe en Arctique.

Ces défauts demeurent mineurs au regard de la somme d'information et de la diversité des thématiques abordés. Un ouvrage intéressant donc, pour les étudiants comme pour le grand public.

Mikaa Mered (2019) *Les mondes polaires*. Paris : PUF

Frédéric Lasserre

Professeur à l'Université Laval et directeur du Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG); Frederic.Lasserre@ggr.ulaval.ca

Les mondes polaires est un ouvrage qui aborde, de manière parallèle, les réalités arctiques et antarctiques, sans d'ailleurs que ces deux réalités polaires soient l'objet d'une réflexion comparée. Ouvrage conséquent (524 p.), très documenté, le propos se lit aisément et vulgarise des éléments politiques, juridiques, économiques, sociaux de manière lisible pour le public non spécialiste. Sans chercher à atteindre une exhaustivité illusoire, l'auteur présente successivement, sous la forme d'une série de courts chapitres empruntant au mode encyclopédique, de nombreuses questions comme l'évolution socio-politique du Groenland et l'influence

de la Chine dans l'île, que chercherait à contrer Washington; la fonte de la banquise arctique, la diplomatie scientifique, la route de la soie polaire, les enjeux juridiques des espaces maritimes, les projets de ports arctiques, le conseil de l'Arctique, la pêche, la politique de la France ou de l'Union européenne, la nécessité de produire de la richesse sur place à travers la « valorisation endogène », la militarisation des espaces polaires, l'intérêt des pays asiatiques,, les traités antarctiques, pour conclure sur une série de 32 fiches pays (« fiches stratégiques ») présentant leurs intérêts dans les mondes polaires.

Très documenté disais-je, très diversifié dans les thématiques abordées, l'ouvrage n'en présente pas moins un certain nombre de défauts ou d'occasions manquées. L'introduction livre au lecteur des considérations étonnantes mariant lyrisme à l'astronomie, alors qu'elle aurait pu précisément servir de grille de lecture, au-delà du poncif des changements climatiques, pour mieux comparer les deux mondes polaires, à défaut d'une section se proposant d'amener une réflexion en ce sens. Cette introduction ne présente pas non plus de problématique, au

singulier ou au pluriel, en dehors du constat de la rapidité des changements climatiques. Le choix du mode encyclopédique permet d'aborder un plus grand nombre de sujets mais sa contrepartie est parfois un manque de profondeur dans le développement du fait du format court des sections. Le choix d'apostropher le lecteur peut surprendre également dans un ouvrage universitaire, de même que l'absence totale de références dans les chapitres – on ne sait donc pas d'où vient l'information mobilisée par l'auteur, ce qui nuit fortement à sa crédibilité, même si une bibliographie « sélective » est présentée en fin d'ouvrage. Enfin, on relève l'absence de cartes, ce qui, pour un ouvrage de cette nature, nuit à l'intelligibilité du propos.

L'auteur insiste avec justesse sur un certain nombre de points : le choix des médias d'aborder les questions polaires, arctiques surtout, selon un angle particulier et volontiers alarmiste (« le tournant médiatique »), à partir de 2007 et de l'épisode du drapeau russe planté au pôle Nord. La rengaine de l'avènement de conflits majeurs en Arctique est ainsi bien déconstruite : « l'Arctique n'est pas un Far West », quoi qu'en disent de

nombreux journalistes et observateurs. De même, l'Antarctique n'est pas promis à une crise majeure d'ici le demi-siècle car le traité de l'Antarctique constitue un socle solide et difficile à bouleverser.

Très optimiste quant aux perspectives de développement du trafic maritime et de l'exploitation des ressources, quant à la possibilité de développer de nombreux hubs logistiques pour capter un important trafic maritime arctique, ou sur les niveaux de réarmement russe, l'auteur présente cependant des informations récentes, crédibles tout en se gardant de verser dans l'exagération médiatique. L'analyse des politiques militaires semble également donner la part belle aux ambitions chinoises, mais sans excès sachant que la diversité des points de vue est légitime. Un bémol : ici encore, et faute d'une présentation de cette diversité des analyses, les chapitres très courts permettent peu de développer l'analyse et de présenter des portraits plus subtils et nuancés. On regrettera aussi des erreurs factuelles importantes, comme

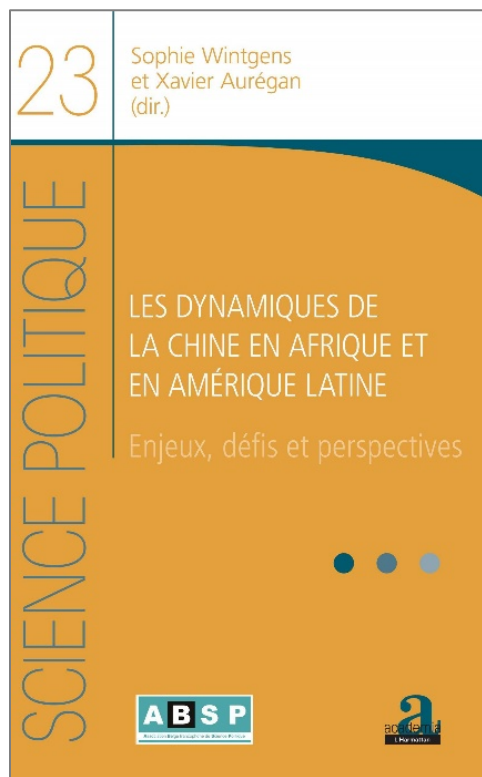
par exemple la confusion entre ZEE et plateau continental, ou entre État signataire et État partie à un traité après ratification ou adhésion. On relève des affirmations rapides et peu étayés, comme une supposée différence d'approche supposée entre les Inuits du Canada et du Groenland sur le concept de la souveraineté; ou le fait que la Russie ne peut envisager de recourir à la Cour internationale de justice ; ou les liens forts, militaires et identitaires, que le Japon entretiendrait avec la zone des Aléoutiennes...; sur l'impact qu'aurait eu un plus grand nombre de brise-glace américains sur la stratégie militaire russe dans l'Arctique, un raisonnement très hasardeux ; sur le futur développement du trafic maritime commercial ; sur l'idée que l'extraction des ressources naturelles en Arctique ne se heurte pas à des coûts importants ; sur l'idée que l'Arctique aurait toujours été perçu comme une passerelle entre Atlantique et Pacifique... L'accumulation de ces jugements hâtifs ne contribue pas à la crédibilité de l'exposé, c'est dommage.

Cet ouvrage présente donc l'intérêt de proposer une grande diversité de thèmes abordés ainsi que de nombreuses informations (non sourcées). Si le propos se garde de tomber dans la rhétorique de l'avènement d'une guerre dans l'Arctique ou l'Antarctique, les analyses sont cependant parfois un peu rapides ou font la part belle aux attraits économiques de l'Arctique, ou auraient gagné à être plus nuancées. Mais cette richesse documentaire, cette force de synthèse et de nombreuses bonnes idées et sujets originaux en font malgré tout un ouvrage intéressant. En complément de lecture avec d'autres sources sur les deux régions polaires, afin de pouvoir relativiser les analyses parfois un peu hâtives de l'auteur, il constitue donc une source d'éléments d'information ou de points de vue qui alimenteront la réflexion de l'étudiant ou du citoyen concerné par les mutations de ces régions.

Sophie Wintgens et Xavier Aurégan (dir.) (2019) *Les dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique latine*. Paris : L'Harmattan Academia.

Frédéric Lasserre

Professeur à l'Université Laval et directeur du Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG); Frederic.Lasserre@ggr.ulaval.ca



Peut-on comparer les pratiques de la Chine en Afrique et en Amérique latine ? Quels sont les points communs et les spécificités des présences chinoises dans ces deux régions du monde ? Comment les États, les élites et les populations perçoivent-ils ce nouvel acteur extrarégional ? Quels sont les défis à relever, les opportunités à saisir et les impacts de la présence chinoise en expansion ? L'Afrique et l'Amérique latine sont-elles les laboratoires d'une mondialisation revue selon des normes chinoises ? En

croisant l'analyse des dynamiques chinoises à l'œuvre dans ces deux zones géographiques, cette recherche offre un éclairage nouveau sur l'un des phénomènes structurels les plus significatifs des relations internationales : la projection internationale de la Chine et son impact sur les pays en développement.

Le débat sur la portée de la présence de la Chine en Afrique, déjà fort commenté et documenté, semble loin de s'épuiser. La stratégie chinoise en Afrique suscite beaucoup d'inquiétudes chez les observateurs occidentaux et parfois africains, mais aussi d'intérêt de la part des pays de cette région. En Amérique latine, autrefois domaine réservé des États-Unis, la Chine décomplexée développe activement des relations diplomatiques plus étroites et des liens économiques plus étroits.

L'ouvrage a plusieurs mérites : tout d'abord, une introduction bien structurée qui structure et précise adéquatement la problématique et ses ramifications. Comment cette stratégie chinoise se décline-t-elle ? à travers quels vecteurs ? Suit un premier chapitre (X. Aurégan) qui reprend l'évolution des relations sino-africaines depuis l'avènement

de la République populaire en 1949, auquel répond une analyse du rapide développement contemporain de relations économiques plus étroites entre Chine et Amérique latine (T. Struye de Swielande). Ces deux chapitres proposent une vue d'ensemble du déploiement des stratégies chinoises dans ces deux continents.

Des analyses plus spécifiques suivent. Au sein d'une partie consacrée aux relations Chine-Afrique, le chapitre 3 propose une lecture détaillée, fort bien documentée, des relations économiques entre Chine et Afrique. T. Pairault revient sur les échanges commerciaux et de services, mais aussi sur les investissements et les prêts octroyés, pour souligner que, contrairement à une idée largement répandue, les prêts chinois ne sont pas juridiquement des investissements... Le chapitre souligne le déséquilibre des échanges et le sens unique des transactions économiques, malgré les discours chinois sur une coopération « gagnant-gagnant ». Le chapitre 4 (B. Barton) revient sur l'émergence d'une politique de sécurité de la Chine en Afrique, tandis que le chapitre 5 (M. Bassan) analyse le développement du soft power chinois en Afrique.

La partie suivante développe des analyses sur les relations entre Chine et Amérique latine, selon une structure régionale et non pas thématique. Ainsi, sont analysées les relations sino-brésiliennes (chap. 6, D. Becard et N. Søndergaard), et entre Chine et Costa Rica (chap. 8, S. Wintgens), tandis que le chapitre 7 (L. B. Revelez) pose la question, récurrente à travers l'ouvrage mais pierre d'angle de cette section, du caractère réellement favorable aux pays du Mercosur de la relation avec la Chine.

Cet ouvrage, de lecture aisée et aux analyses bien structurées, constitue une contribution fort pertinente sur le déploiement des stratégies chinoises dans les continents africain et latino-américain. Il permet un utile portrait des relations et de la coopération économique contemporaine que la Chine a développées avec les pays de ces régions, tout en proposant une grille de lecture pour comparer le déploiement de ces stratégies chinoises. À ce titre, il est doublement pertinent et contribue utilement au débat sur les raisons du

succès des propositions de la Chine – pour le moment ? - auprès des pays en développement, mais aussi sur les impacts de ces formes de coopération économique impulsées par Pékin. Celles-ci continueront-elles de séduire les partenaires pendant longtemps ? La Chine saura-t-elle, au besoin, moduler ses attentes pour garantir le caractère « gagnant-gagnant » de ces relations ? Cela reste à voir.



Le CQEG en bref...

Comité de direction

DIRECTEUR : **Frédéric Lasserre**, Département de géographie, Université Laval

DIRECTEUR ADJOINT : **Éric Mottet**, Département de géographie, UQAM

Pierre-Louis Têtu, rédacteur en chef du bulletin *Regards géopolitiques*

Pierre-Alain Clément, rédacteur adjoint du bulletin *Regard géopolitiques*

Inès Carine Singhe, représentante des étudiants de 3^e cycle

Représentant(e) des étudiants de 2^e cycle (POSTE À COMBLER)

Sylvie St-Jacques, conception graphique

Réviseurs : Frédéric Lasserre et Éric Mottet

Mission

- Favoriser les recherches universitaires pluridisciplinaires en géopolitique au Québec, en se basant sur un réseau de chercheurs national et international.
- Contribuer à la réflexion sur l'apport de la géographie, plus particulièrement de la géographie politique, à la compréhension des phénomènes sociaux, économiques et politiques contemporains à travers le monde.
- Favoriser le recrutement d'étudiants diplômés.
- Favoriser la pérennisation de la recherche en demandant à terme une reconnaissance institutionnelle auprès de la Commission de la recherche de l'Université Laval.
- Valoriser l'apport d'une réflexion géopolitique dans les recherches menées par les membres, en collaboration avec les autres groupes de recherche de l'IQHEI (GÉRAC, Centre de recherche sur la sécurité notamment) et d'autres centres de recherche ailleurs au Canada et à l'étranger.

<https://cqegheiulaval.com>

cqeg@hei.ulaval.ca